

9^{ème} journée de l'ANEF

Les études féministes : quelle visibilité ?

Tables rondes 5 et 7 organisées par l'ANEF dans le cadre du
3^{ème} Colloque international des recherches féministes francophones
Université Toulouse II – Le Mirail
20 et 21 septembre 2002

Les propos, est-il nécessaire de le rappeler, n'engagent que leurs auteurs.

Décryptage

Édition 1^{ère} partie

Édition 2^{ème} partie

Lectures et relectures

Mise en page finale et photographies

Isabelle Pons

Françoise Picq

Hélène Rouch

Françoise Basch, Nicole Décuré

Nicole Décuré

Sommaire

1^{ère} partie

Institutionnalisation des études féministes

Toulouse, vingt ans après:

Les études féministes et l'institutionnalisation

<i>Françoise Picq</i>	7
Histoire et institutionnalisation uniformes d'une discipline féminine	
<i>Harriet Silius</i>	19
L'institutionnalisation du mouvement féministe au Québec, une évolution critique et paradoxale. Changer le discours ou changer la vie?	
<i>Huguette Dagenais</i>	23
Débat	31

2^{ème} partie

Publication et diffusion de la recherche féministe francophone

Introduction

<i>Hélène Rouch</i>	35
Écrire, publier et diffuser la recherche féministe en Afrique francophone: L'expérience sénégalaise	
<i>Fatou Sow</i>	37
Témoignage sur Haïti	
<i>Daniele Magloire</i>	47
La situation en Algérie	
<i>Souad Khodja</i>	51
<i>Recherches Féministes</i> , un lieu de diffusion francophone stratégique	
<i>Christine Piette</i>	55
<i>Gazette des femmes</i> , Une mission d'information et de sensibilisation aux questions féministes	
<i>Claire Gagnon</i>	59
La diffusion du savoir féministe: l'évolution de l'Université des Femmes	
<i>Hedwige Peemans-Poullet et Florence Degavre</i>	63
<i>Nouvelles Questions Féministes</i> : Renouveau et continuité	
<i>Gaël Pannatier et Patricia Roux</i>	71
Quelques remarques sur les publications et éditions des "recherches féministes" en France	
<i>Florence Rochefort</i>	77
<i>etudesfeministes-l</i> – La diffusion des études féministes par Internet	
<i>Judith Ezekiel</i>	83
Note	86
Résumé de la discussion	87

1^{ère} partie

Table ronde V
20 septembre 2002

Institutionnalisation des études féministes

Toulouse, vingt ans après Les études féministes et l'institutionnalisation

Vingt ans après le premier colloque, “Femmes, Féminisme et Recherche” (décembre 1982), le retour à Toulouse-Le Mirail est l’occasion de prendre la mesure de ce qui a bougé depuis, notamment pour ce qui concerne l’organisation du milieu de la recherche féministe et son institutionnalisation.

C’est une question qui, dès 1982, m’importait particulièrement. Je pensais qu’il ne fallait pas se quitter sans avoir jeté les bases minimales d’une organisation du milieu de la recherche féministe. C’est pourquoi j’ai pris la responsabilité de la commission “Organisation et structuration”. C’est pourquoi, à l’issue du Colloque, je me suis consacrée à la mise en place des associations d’études féministes: d’abord l’APEF (Association pour la promotion des études féministes – Région Paris-Île-de-France), plus tard l’ANEF (Association nationale des études féministes).¹

Entre ces deux colloques de Toulouse, il y en a eu un autre, sur “Les femmes et la Révolution française”, pour le bicentenaire. Celui-ci a été organisé par Marie-France Brive qui a incarné, mieux que toute autre, la dynamique et les ambiguïtés de l’institutionnalisation des études féministes puisque, après avoir dénoncé avec virulence en 1982 le processus d’institutionnalisation enclenché par le premier colloque, elle a obtenu le poste de maître de conférences en histoire/études féministes dans cette université, où elle a pu développer brillamment le domaine. D’autres sont mieux placées que moi pour faire le bilan des études féministes à Toulouse et pour rendre à Marie-France l’hommage qui lui est dû; mais j’évoque cette rencontre à Toulouse en 1989, parce qu’elle a été le point de départ de l’ANEF: pas l’assemblée constitutive qui s’est tenue à Paris quelque temps après, mais la rencontre nationale où les projets de statuts, discutés dans les différentes régions parties prenantes, ont été mis en commun et où a été organisée la transition entre l’AFFER – association nationale constituée pour organiser le colloque de 1982 et qui devait se dissoudre une fois terminée cette tâche – et l’ANEF.

Il a donc fallu sept ans pour que l’association nationale, qui était l’aboutissement logique du colloque de 1982, soit créée. Sept ans de réflexion! Cela permet de mesurer la résistance du milieu de la recherche féministe à l’égard de son organisation. Il a fallu sept ans pour mesurer l’inefficacité des associations régionales et calmer la méfiance à l’égard

¹ F. Picq, “Toulouse et après”; “une association pour la promotion des études féministes”, *La Revue d'en face* 14, automne 1983.

d'un projet qui, venant de Paris, était soupçonné de jacobinisme et sans doute aussi pour digérer les ruptures qu'a représenté le premier colloque de Toulouse.

Car ce colloque, véritable point de départ des études féministes et de leur institutionnalisation en France, marquait aussi une nouvelle rupture avec l'origine militante des études féministes et les modes d'organisation hérités du mouvement des femmes.

1982: le colloque instituant

Les études féministes sont issues du mouvement des années 70, de cette "passion de découverte, d'exploration, d'élaboration de savoirs critiques" dont elles ont prolongé la visée épistémologique, faisant le pari "que, dans certains moments historiques, l'activité de pensée pouvait, elle aussi, changer le monde"². Même volonté de subversion, même dénonciation du savoir universitaire, masculin sous couvert d'universalisme; même détermination à faire émerger la parole des femmes, à affirmer que le vécu est source de connaissance. Mais, en même temps, elles marquent une rupture avec les discours anti-intellectualistes du MLF, sa préférence pour le vécu et le spontané au détriment de la démonstration et de la théorisation. Elles sont le résultat d'une confrontation et finalement d'un compromis entre exigences féministes et exigences académiques³.

L'organisation du colloque de Toulouse impliquait de nouvelles ruptures par rapport aux normes du mouvement des femmes, réactivant les anciens débats. Il s'agissait de susciter "un mouvement collectif, prolongement et renouveau du mouvement des femmes des années 70." (Picq 1983 : 91); mais cela impliquait des négociations avec les ministères, des demandes de subvention et de reconnaissance par les instances universitaires ou de recherche et par les pouvoirs publics: un changement total de stratégie.

À vrai dire, le changement avait commencé bien avant, avant même l'arrivée de la gauche au pouvoir, si l'on considère que cette "difficile reconversion d'esprit" était due à "l'effondrement de l'utopie révolutionnaire qui a précédé le 10 mai et peut-être l'a rendu possible" (Dhavernas 1981 : 32).

Le contexte favorisait les initiatives. J.-P. Chevènement, Ministre de la Recherche, organisait un colloque national sur la recherche et la technologie, la plus large consultation de scientifiques jamais réalisée: 22.000 participants, 31 Assises régionales. Quelques féministes, sans s'être concertées, ont fait intrusion dans différentes commissions des Assises

² Liliane Kandel, "Un tournant institutionnel: le colloque de Toulouse", in F. Basch et alii, *Vingt-cinq ans d'études féministes. L'expérience Jussieu*, 2001, p.96.

³ F. Picq, "Du mouvement des femmes aux études féministes", in F. Basch et alii, op. cit., 2001, pp. 2-32.

régionales de ce colloque, décidées à “témoigner du développement depuis dix ans d’un nouveau domaine de recherches [...] étroitement lié à la renaissance du mouvement de libération des femmes” (Kail 1982 : 82). Elles ont obtenu (en plus de quelques amendements aux rapports finaux) la tenue dans le cadre du colloque national, d’une journée consacrée aux “enseignements, études et recherches féministes ou concernant les femmes”. À la suite de cet “atelier national”, rendez-vous a été pris au Ministère de la Recherche. Philippe Barret représentait ce Ministère, Maurice Godelier le CNRS, Michèle Coquillat était là comme responsable de la recherche au Ministère des Droits de la Femme. Côté féministes, nous n’avions qu’une revendication: organiser un colloque national des études et recherches féministes, dont les objectifs seraient d’organiser un réseau d’échanges systématiques, d’établir un premier bilan de l’état du domaine (personnes, situations, thèmes de recherche et d’enseignement, cadres et moyens dont disposent ces recherches), d’évaluer les besoins et de formuler des propositions pour son développement. Ce qui nous fut d’emblée accordé (sous forme de subventions). Nous aurions pu formuler d’autres demandes, mais nous considérions que celles-ci devraient être le résultat du colloque, qui allait tenter de structurer le milieu de la recherche féministe. Peut-être avons-nous eu tort de ne pas profiter d’une occasion inespérée pour gagner certains acquis en termes de structures ou de moyens. Mais nous ne voulions pas nous substituer au milieu de la recherche féministe qu’il nous importait de construire.

Toulouse: (tentative de) rupture avec le spontanéisme du MLF

La présence, en ouverture du colloque, de représentants des ministères bailleurs de fonds et du CNRS choquaient certaines qui considéraient les relations avec le pouvoir comme une compromission et refusaient la “normalisation”, la “rentrée dans le rang” qui accompagnait l’institutionnalisation (Basch 1982 : 91).

Mettre en place une association (ou une coordination inter-régionale), pour représenter les femmes engagées dans la recherche féministe, c’était aussi rompre avec le spontanéisme qui avait fait la richesse du mouvement des femmes. C’était en réalité tirer les conséquences de ce à quoi le spontanéisme avait mené ce mouvement; la dénégation du pouvoir avait laissé le champ libre à l’établissement de pouvoirs occultes et incontrôlés (Picq 1981 : 22).

Des contradictions inattendues se sont révélées à Toulouse. D’abord l’opposition Paris/province. Le sentiment anti-parisien était tel que toute proposition nationale était suspectée de jacobinisme. J’avais préparé une introduction synthétique, à partir des différents projets régionaux, pour débattre des propositions d’organisation. Mais il m’a été impossible de la présenter. L’amphi (ou certaines qui s’y exprimaient avec force) voulait discuter sans entendre le “projet de Paris”.

C'était comme un retour du spontanéisme refoulé. Le colloque s'est achevé sur une séance de défoulement collectif qui rappelait ce qu'il y avait eu de pire dans les AG du MLF: succession de prises de paroles intempestives, de critiques contradictoires. On réclamait des comptes mais on refusait la parole à celle qui voulait présenter un bilan financier; on éveillait des soupçons sans vouloir entendre d'explications.

Cette suspicion accompagnait une méfiance à l'égard de celles qui, mieux placées dans les institutions, pourraient tirer un profit personnel de la lutte collective. Pour moi, c'était justement cela qui rendait l'association (et de préférence une association nationale) nécessaire: "Nous n'empêcherons pas que se développent entre les chercheuses des conflits liés à la compétition, aux différences d'analyse de la situation, aux intérêts contradictoires; mais nous devons tenter d'encadrer ces conflits pour éviter qu'ils ne déchirent le milieu et fassent éclairer notre réseau" (APEF 1983 : 98).

Résultat du Colloque de Toulouse: l'ATP du CNRS "Études féministes, études sur les femmes"

Le premier résultat tangible du Colloque de Toulouse marque une nouvelle avancée dans le processus d'institutionnalisation de la recherche féministe.

Maurice Godelier, (Directeur du Département des Sciences de l'Homme et de la Société au CNRS) avait accepté le principe d'une ATP (Action thématique programmée) comme première étape, pour que les études féministes fassent la démonstration de leur validité avant d'envisager une réforme structurelle: la création d'une commission interdisciplinaire au CNRS. Cette ATP a permis un véritable décollage de la recherche féministe en France: 130 projets ont été présentés, 68 ont été sélectionnés et financés.

Certaines des organisatrices du colloque faisaient partie du comité scientifique chargé de sélectionner les projets de recherche et cela n'a pas été sans soulever critiques et polémiques. L'ATP a-t-elle permis aux recherches féministes d'exister avec leur spécificité, ou a-t-elle amené celles-ci à se conformer aux critères habituels? Les projets collectifs et pluridisciplinaires ont été très nombreux; mais la très grande majorité des projets retenus étaient le fait d'universitaires ou de chercheuses. L'ATP a surtout permis à des chercheuses confirmées, mais marginalisées, de mener les recherches qui les intéressaient, "et à des chercheuses débutantes, à des équipes mixtes ou même totalement hors institution de poursuivre ou de jeter les bases d'une recherche" (Rouch 2001 : 108).

Quoiqu'il en soit, l'ATP "Recherches féministes et recherches sur les femmes" a été un grand succès, aussi bien selon les critères féministes que selon les critères habituels du CNRS. La démonstration était faite de la

viabilité des études féministes. Mais quand il s'est agi d'en tirer les conséquences en termes d'organisation du CNRS la résistance a été plus forte: pas de structure transversale qui assurerait la visibilité du domaine et lui permettrait de développer sa spécificité; aucun poste n'a été ouvert au recrutement dans le domaine. Un projet de GRECO (Groupement de recherche coopérative) n'a pas abouti. Les recherches féministes n'ont reçu aucun financement du CNRS au-delà de 1989.

L'institutionnalisation s'est poursuivie par une meilleure acceptation des thématiques dans certaines disciplines mais de façon dispersée et au prix d'un repli sur les structures institutionnelles, d'un éloignement du mouvement social. Il n'y avait plus de volonté politique au sein du CNRS pour accorder une place réelle aux recherches féministes et leur reconnaître une quelconque spécificité. Et le rapport de conjoncture du CNRS en 1992 souligne l'absence de reconnaissance institutionnelle des études féministes: "Un des talons d'Achille les plus visibles de la recherche française demeure l'étude des femmes et plus généralement celle des rapports sociaux de sexe. C'est pourtant là un champ d'investigation scientifique particulièrement pertinent pour l'analyse des transformations sociétales, tant du long que du court terme."⁴

Le développement est surtout notable en sociologie du travail avec la création en 1995 du groupement de recherche (GDR) "Marché du travail et genre" (MAGE), cofinancé par le Service des Droits des femmes et la Commission européenne.

En 2001, sous la pression des instances européennes, ont été créés au CNRS un comité de pilotage et une mission sur "la place des femmes au CNRS" ayant notamment pour objectif de promouvoir et de légitimer les recherches "sur le genre". C'est le début d'une prise en charge institutionnelle de la question, qui semble prometteuse, mais l'expérience nous a appris à regarder les promesses avec un certain scepticisme et à faire confiance essentiellement à notre propre mobilisation.

L'ANEF: un résultat différé du colloque de Toulouse

L'ANEF s'est créée en 1989, dans un contexte nouveau: une résolution du Parlement européen sur "la femme et la recherche" (16 septembre 1988) incitait les états membres à créer des chaires et à organiser des cours de spécialisation; le premier colloque européen "*Concepts et réalités des études féministes*" était organisé à Bruxelles par les *Cahiers du GRIF* (février 1989); le retour de la gauche affichait la priorité nationale à l'école. Tout cela nous incitait à constituer une organisation nationale, regroupant les associations régionales issues du Colloque de Toulouse, qui

⁴ CNRS, *Rapport de conjoncture*, 1992, thème 24 "Transformation des sociétés, développement", p. 16.

puisse peser face aux “institutions” et se mettre en réseau avec les associations de *women's studies* ou *feminist studies* européennes.

Sept ans après Toulouse, les contradictions sur lesquelles s'était échoué le projet d'association nationale étaient plus ou moins résorbées, l'opposition Paris/province ne faisait plus obstacle. Même le débat institution/hors institution avait perdu de son acuité. La rédaction des statuts a soulevé d'autres oppositions farouches: mixité/non-mixité, définition plus ou moins restrictive de la recherche féministe. L'Assemblée générale constitutive a été une journée de crise d'une rare violence: certaines ont claqué la porte, on a frôlé la rupture à plusieurs reprises. Mais on est allées au bout. Car la volonté de s'associer, l'*affectio societatis*, était la plus forte. Les statuts de l'ANEF, dans leur redondance, gardent trace de la difficulté à trouver les compromis pour que chacune s'y reconnaisse.

L'ANEF vise “la promotion des études et recherches féministes, sur les femmes et sur les rapports de sexe et de genre”, “par toutes actions nécessaires, y compris l'action concertée auprès des pouvoirs publics, régionaux, nationaux et internationaux” et l'organisation du milieu des études féministes: “maintien et développement de relations d'échange, de respect mutuel et de solidarité”, information, diffusion, publication, développement de liaisons avec les associations et participation aux réseaux européens et internationaux. Le but est clairement l'institutionnalisation des études féministes: “création d'enseignements féministes à tous les niveaux d'enseignement, création de postes, d'équipes et de programmes de recherche dans les organismes publics, parapublics et privés d'enseignement, de formation et de recherches”. Les deux volets, action auprès des institutions et organisation du milieu, sont liés dans la mesure où l'efficacité de l'association dépend de sa représentativité.

Dès 1982, les associations régionales coordonnaient leur action en direction des organismes de recherche et des pouvoirs publics et menaient campagne pour la création de postes d'études féministes à l'université. Elles demandaient des rendez-vous aux ministres de l'Éducation nationale successifs. En 1989, la commission “universités” de l'ANEF, à l'appui d'une demande de rendez-vous à Lionel Jospin, alors Ministre de l'Éducation nationale a réalisé un important dossier (170 pages, plus des annexes) présentant les études féministes en France et dans la Communauté européenne (recensement des enseignements et des recherches, état des besoins et des ressources dans différentes universités, bilan des réalisations dans les trois universités où existaient des postes fléchés). Celui-ci mettait en évidence le retard de la France par rapport à la plupart de ses partenaires européens et le décalage entre la situation dans l'enseignement et dans la recherche.

Parallèlement à l'action en direction du Ministère de l'Éducation nationale, il fallait se mobiliser dans les universités (et dans les disciplines)

pour que des postes fléchés “études féministes” soient demandés puisque le Ministère disait ne pouvoir les créer qu’à la demande des universités.

Trois postes de MCF fléchés “études féministes” avaient été créés en 1984 (en droit privé, sociologie et histoire) à l’initiative du Ministère des Droits de la Femme d’Yvette Roudy, sans concertation avec le milieu des études féministes. Nous avons alors exprimé notre crainte que le recrutement, confié aux commissions de spécialistes disciplinaires, fasse prévaloir des intérêts de disciplines ou d’établissements plutôt que ceux des études féministes. Pour l’université, comme pour le CNRS, nous demandions que soient mises en place des commissions interdisciplinaires. Mais, ni au CNRS, ni à l’université nous n’avons obtenu la moindre évolution des procédures de recrutement.

Nous avons obtenu en 1991 la création de deux postes de maître de conférences, (avec un fléchage qui esquivait le mot “féministe”): un en sociologie à Toulouse et un en histoire à Paris VIII.

Afin de rassembler les forces et de définir une stratégie, l’ANEF organise, en plus des journées thématiques qui accompagnent l’AG annuelle, des tables rondes sur les enseignements féministes. Celles-ci sont l’occasion de faire l’état des lieux des enseignements féministes et sur les femmes, de mettre en commun les expériences pédagogiques et les questions. En septembre 1993, une brochure recensait quelques soixante-dix enseignements dans une douzaine d’universités (mais principalement dans quatre d’entre elles). En février 1996, un bilan pouvait être tiré, douze ans après la création des premiers postes d’études féministes à l’Université, cinq ans après la seconde série. On pouvait aussi évaluer les potentiels et les possibilités, par université et par discipline. Pour la troisième table ronde, en décembre 1997, nous avons invité des étudiant-e-s, de treize universités, ayant suivi des enseignements ou un cursus féministe ou sur les femmes. Ce bilan des études féministes, vues du côté des étudiant-e-s, a permis de constater l’utilité de ces formations dans les universités et le succès de la transmission des savoirs, mais aussi l’importance des lacunes de l’enseignement secondaire. Nous avons décidé d’élargir notre stratégie en visant, non plus seulement la création de postes d’enseignant-e-s, mais aussi l’intégration de la question dans le *mainstream* des savoirs, notamment dans la formation des maîtres. L’ANEF a organisé en décembre 1999 une table ronde “École et inégalités de sexes” (ANEF, 2002) qui a fait se rencontrer des femmes de plusieurs IUFM (Instituts universitaires de formation des maîtres).

En 2000 un réseau national, inter-universitaire et interdisciplinaire sur le genre s’est constitué: le RING, réunissant les groupes de recherche des diverses universités autour de programmes d’échanges scientifiques. Il prolongeait un programme pluri-formation, “Sexe, genre et société”, qui

avait associé plusieurs universités parisiennes autour du CEDREF de Paris VII. Celui-ci avait organisé un colloque “Vingt-cinq ans d’études féministes, l’expérience Jussieu” (Paris VII, 14 novembre 1997) et une journée d’études sur “Les théories féministes: critiques, emprunts, ruptures” consacrée à Claude Levi-Strauss (16 janvier 1999). Le RING a organisé en mai 2002 et mars 2003, un colloque sur “Le genre comme catégorie et comme outil d’analyse”⁶.

Entre 1981 et 2002, il y a eu cinq élections (présidentielles ou législatives), qui chacune a amené une alternance entre la gauche et la droite. À chaque nouveau gouvernement, il fallait recommencer à partir du début. Avec des nuances, chaque ministère nous a assurées de son soutien, mais rien n’a bougé, jusqu’à ces dernières années.

En 1998, le CAPES de sciences sociales a mis à son programme la question “masculin-féminin”, avec une bibliographie faisant une large place aux travaux féministes, en sociologie et en histoire. Et puis, le 25 février 2000, a été signée une Convention interministérielle “pour la promotion de l’égalité des chances entre les filles et les garçons, les femmes et les hommes dans le système éducatif” qui se propose, notamment, d’élaborer un module de formation sur l’égalité des chances pour les personnels de la communauté éducative, de veiller à la place et à l’image des femmes dans les programmes, de développer la recherche universitaire sur les femmes, etc. Le volet “enseignement supérieur” de la Convention rejoint très largement les perspectives de l’ANEF. C’est ainsi qu’un recensement sur les enseignements et recherches, consacrés à (ou prenant en compte) la dimension du genre, a été lancé avec les moyens de l’Administration. Les président-e-s d’universités et responsables d’organismes de recherche ont été chargé-e-s, par lettre signée de Francine Demichel, directrice des enseignements supérieurs au Ministère de l’Éducation nationale et Ketty Schwartz, Directrice de la recherche au Ministère de la Recherche de faire remplir un questionnaire sur les enseignements et recherches existants dans leurs institutions. C’était une façon d’établir un état des lieux plus complet que celui que l’ANEF pouvait constituer avec ses propres moyens mais aussi de légitimer ces problématiques au yeux des responsables. Armelle Lebras-Chopard, chargée de mission pour la Convention dans l’enseignement supérieur, s’est entourée de femmes mobilisées sur ces questions dans les universités, parmi lesquelles – bien sûr – beaucoup de membres de l’ANEF et du RING. Pour l’analyse du recensement, un appel d’offres a été lancé par le Service des Droits des femmes et de l’égalité, et celle présentée par

⁵ Dont les Actes ont été publiés: F. Basch et alii, 2001.

⁶ Publié aux éditions L’Harmattan, collection “Bibliothèque du féminisme”, 2003.

l'ANEF a été retenue⁷. D'autres groupes travaillent auprès d'Armelle, sur "les IUFM" et sur "l'état des lieux" dans les universités (élaboration de statistiques nationales, sexuées, des universités: étudiant-e-s selon les cursus, enseignant-e-s et enseignant-e-s-chercheur-e-s, élu-e-s et décideur-e-s).

Une autre mission, auprès de Francine Demichel, Directrice des enseignements supérieurs (dans les ministères Allègre et Lang) a été confiée à Marie-Jo Delors. Un appel à projets d'établissements, ouvrant à des financements du Fond social européen, a été lancé. Une quinzaine de conventions ont été signées entre le Ministère et les universités.

Dans la dernière période, un pas considérable a donc été fait dans l'institutionnalisation de ce que nous continuons à appeler "études féministes", au moins entre nous. Ce que nous avons impulsé, avec nos moyens militants, plus obstinés que massifs, serait désormais assumé avec les moyens de la puissance publique. Mais le changement de gouvernement – à nouveau – remet tout en question. On peut penser que les conventions qui ont été signées (avec les universités, avec le Service des Droits des femmes) seront honorées; mais le processus qui en était à son début sera-t-il prolongé? Moins que jamais nous ne pouvons nous en remettre aux institutions pour faire le travail à notre place. Si nous baissons les bras, les études féministes resteront en France presque dans la situation que nous dénoncions lors du premier colloque de Toulouse: "contraintes de se déguiser pour exister, le plus souvent découragées et parfois même réellement pénalisées. Privées de moyens, fragilisées par l'isolement et la dispersion, elles présentent un retard notable par rapport aux recherches étrangères correspondantes" (Kail 1982 : 83). Ce qui a changé, depuis 1982, c'est l'incitation européenne, beaucoup plus précise et déterminée et qui n'est pas soumise aux mêmes aléas que la politique française. Au moment de la "construction européenne de l'enseignement supérieur", les réseaux européens sont essentiels pour que les *women's studies / feminist studies / gender studies* soient une part essentielle de cette construction.

Quelles réflexions tirer de ce bilan?

Au cours de ces vingt ans, le processus d'institutionnalisation des études féministes est manifeste. Chacune des étapes marque une rupture progressive avec l'origine militante et le mode de fonctionnement issu du mouvement féministe et une acceptation graduelle des exigences académiques. Il est clair que les études féministes ne pouvaient pas conquérir de légitimité sans faire des compromis avec la logique institutionnelle. Pourtant, la résistance aux études féministes reste exceptionnellement forte en France.

⁷ Les premiers résultats ont été présentés dans l'atelier "Institutionnalisation des études féministes" du Colloque de Toulouse (2002). Et un bilan intermédiaire publié dans les actes du colloque du RING.

Partout les études féministes ont pris leur source dans le mouvement féministe des années 70 et cela ne les empêche pas d'avoir souvent gagné une large reconnaissance institutionnelle. Mais en France, on dirait qu'elles n'en finissent pas de payer le prix de leur "péché originel" militant et que règne toujours l'idée que la démarche scientifique devrait être neutre. Alors que la place des femmes à l'université est plutôt meilleure (ou moins mauvaise) qu'ailleurs, la prise en compte de la dimension du genre semble se heurter à l'universalisme à la française

Il y a certainement une résistance des institutions à l'égard des études féministes; mais il y a aussi, du côté des chercheuses, rejet des institutions, au nom du féminisme, et refus du compromis. On l'a vu par exemple en 1995, autour du Colloque international de recherche organisé dans le cadre de la préparation française de la Conférence mondiale de Pékin. Ce colloque a soulevé une polémique et divisé très profondément le milieu de la recherche féministe. Certaines appelaient à le boycotter, le considérant comme une entreprise de récupération quand d'autres pensaient indispensable, en dépit des critiques qu'il fallait lui faire, d'être partie prenante de ce qui serait un moment important pour le développement des études féministes.⁸

C'est aussi une caractéristique bien française, illustrée entre autres par l'histoire du syndicalisme, que la difficulté à organiser les personnes concernées pour une action concertée. Ce n'est pas que l'ANEF soit sans défaut, ni qu'elle fasse tout ce qui serait possible pour assurer le meilleur recrutement. Mais la réticence de tant de chercheuses (dont les travaux sont importants) à s'unir pour faire avancer la situation est un problème qui mériterait une analyse sociologique. Il y a certainement toute une catégorie de chercheuses qui, dans leur volonté d'accéder à la respectabilité scientifique, tiennent à marquer une distance avec le féminisme. Mais il y a aussi un terrible individualisme français, renforcé par l'univers compétitif de la recherche et de l'université.

N'empêche que les quelques succès que nous avons remportés l'ont été par l'articulation du militantisme et de l'institutionnel. Rien n'a été obtenu sans le soutien des institutions: dans les années 80, le Ministère des Droits de la Femme d'Yvette Roudy, le CNRS de Maurice Godelier, dans les années 2000 la Convention interministérielle, Francine Demichel et ses chargées de mission. Rien non plus sans que nous jouions le jeu institutionnel: se faire élire dans les conseils des universités, les commissions de spécialistes, les CNU et autres commissions disciplinaires. De leur côté, les féministes institutionnelles seraient impuissantes sans la

⁸ Sur les polémiques de l'époque voir les bulletins de l'ANEF 16 et 17, automne-hiver 1994 et printemps 1995 et le supplément au *Bulletin* 18 "Études féministes et études sur les femmes en France en 1995". Actes du colloque: Ephésia, 1995.

pression et le soutien militant. Armelle Lebras-Chopard continue de s'appuyer sur un réseau informel, mais très actif, d'universitaires pour relayer son action dans les universités.

Jouer le jeu institutionnel n'oblige pas à renoncer au point de vue militant dans la recherche. En lançant l'ATP en 1984, Maurice Godelier affirmait "l'importance scientifique de ce domaine, mais aussi la légitimité d'un point de vue militant, d'un point de vue féministe, d'un point de vue qui ne se contente pas d'accumuler les analyses de la réalité pour le seul motif de la connaître, mais qui affirme vouloir ne pas accepter cette réalité telle qu'elle est, vouloir la transformer". C'est bien ce qui me semble définir les études féministes, et peut-être les distingue des études de "genre".

Dans leur évolution vers plus de rigueur scientifique, les études féministes ont eu tendance à se distinguer de plus en plus d'une démarche militante et d'une mobilisation féministe, qui d'ailleurs connaissait un reflux important dans les années 80. Vingt ans après, on assiste à un certain renouveau féministe, même si les bases sont différentes de celles de l'après-mai 68. Depuis la manifestation du 25 novembre 1995 pour les droits des femmes, plusieurs rencontres militantes ont fait appel à la recherche féministe: Assises nationales des droits des femmes, forum-débat sur les nouveaux enjeux du féminisme, réunions-débats autour de la parité, etc. De part et d'autre on déplore que le fossé se soit creusé et la volonté s'est exprimée lors du colloque de Toulouse "Ruptures, résistances et utopies" de retisser le lien entre recherche et mouvement social. Comme le pendant nécessaire à un processus d'institutionnalisation désormais accepté.

Françoise Picq

Vice-présidente de l'ANEF

IRIS, Université Paris 9 Dauphine

Bibliographie

ANEF (1995) *Études féministes et études sur les femmes en France en 1995*. Supplément au *Bulletin de l'ANEF* 18.

ANEF (2002) *École: Inégalités de sexe*, Actes de la Table ronde de l'ANEF du 18 décembre 1999. Supplément au *Bulletin de l'ANEF* 37.

APEF (1983). "Une association pour la promotion des études féministes" *La Revue d'en face*, 14, pp. 97-101.

ARCHIVES personnelles et collectives: colloque FFR, notes et documents créations de l'APEF et de l'ANEF, Commission université de l'ANEF.

BASCH, FRANÇOISE (1983) " 'Femmes, Féminisme, Recherche'. Toulouse 1982". *Nouvelles Questions Féministes* 5, pp. 87-92.

BASCH, FRANÇOISE, L. BRUIT, M. DENTAL, F. PICQ, P. SCHMITT PANTEL, C. ZAIDMAN. (2001) *Vingt-cinq ans d'études féministes. L'expérience Jussieu*. *Cahiers du CEDREF*, Publications Universitaires Denis Diderot.

DHAVERNAS, MARIE-JO (1981) "Une seule solution, autre chose". *Revue d'en face* 11, "Mouvement et institutions", pp. 29-36.

EPHESIA (1995) *La Place des femmes, les enjeux de l'identité et de l'égalité au regard des sciences sociales*. Paris, La Découverte, "Recherche".

KAIL, MICHELE (1982) "Au hit-parade du changement: les études et recherches féministes". *Nouvelles Questions Féministes* 3, pp. 79-92.

KANDEL, LILIANE (2001) "Un tournant institutionnel, le colloque de Toulouse". F. BASCH, 2001, *op.cit*, pp. 81-102.

PICQ, FRANÇOISE (1981) "1970-1980, Sauve qui peut, le MLF". *La Revue d'en face* 11, p.11-24.

---. (1983) "Toulouse et après...". *La Revue d'en face* 14, pp. 91-96.

---. (2001), "Du mouvement des femmes aux études féministes". F. BASCH, 2001, *op. cit.*, pp. 23-32.

ROUCH, HELENE (2001) "Recherches sur les femmes et recherches féministes: l'action thématique programmée du CNRS". F. BASCH, 2001, *op. cit.*, pp. 103-112.

Histoire et institutionnalisation uniformes d'une discipline féminine

J'ai écrit un rapport sur la participation des femmes au marché du travail depuis la Seconde Guerre mondiale, sur les politiques d'égalité, et les études féministes dans neuf pays européens. Mes conclusions viennent des résultats obtenus par le projet européen: *Employment, Equal Opportunities and Women's Studies: The Impact of Women's Studies on Women's Employment in Europe (EWSI)*¹. Les pays qui participent au projet sont: l'Angleterre, l'Allemagne, l'Espagne, la Hongrie, la Finlande, la France, l'Italie, les Pays-Bas et la Slovénie. L'objectif de mon rapport est de montrer les similitudes et les différences à l'aide d'une méthode comparative. Une partie du rapport décrit la manière dont chaque pays a créé et institutionnalisé les études féministes.

L'établissement et l'institutionnalisation des études féministes ne suivent pas la même évolution que les politiques d'égalité, au contraire. Les études féministes sont une initiative de la base, c'est-à-dire qu'elles sont nées au niveau local dans des collectifs de femmes et elles ont suivi le même schéma, à la différence de ce qui s'est passé pour les politiques d'égalité. Les différences de résultats entre les neuf pays s'expliquent par plusieurs facteurs: la volonté des féministes, les choix stratégiques, les structures universitaires, le soutien de l'État et la phase d'institutionnalisation. L'histoire de la discipline frappe par son homogénéité, malgré la diversité des origines et des politiques du mouvement féministe. Elle commence dans tous les pays occidentaux dans les années 1970, dans le cadre du mouvement féministe. La production de savoir dans le mouvement féministe conduit à des recherches et plus tard à l'enseignement. Partout la démarche de diffusion des recherches féministes représente un effort scientifique autonome par rapport à l'État. Aujourd'hui les recherches féministes existent dans chacun des neuf pays et ce domaine² est plus large, plus vaste et plus ancien comme domaine de recherche que comme domaine d'enseignement. En tant que champ de savoir, les études féministes sont plus transnationales, plus internationalisées et plus interdisciplinaires que la majorité des autres disciplines.

L'enseignement des études féministes s'est développé d'abord à l'extérieur des universités en France, en Allemagne, en Italie, en Angleterre et en Espagne, tandis que les premiers pas ont eu lieu à l'intérieur des

¹ Gabriele Griffin (dir.), *Women's Employment, Women's Studies and Equal Opportunities, 1945-2001: Reports from nine European Countries*, Rapport à la Commission européenne dans le cadre du projet EWSI, Bruxelles, 2002.

universités aux Pays-Bas, en Finlande, en Hongrie et en Slovénie. En raison des contraintes politiques, ces études ont débuté en Hongrie et en Slovénie 20 ans plus tard qu'ailleurs. Les études féministes universitaires ont le plus souvent commencé dans le cadre de la sociologie. Outre la sociologie, les principales disciplines où elles se développent sont l'histoire et la littérature. La littérature c'est en Angleterre l'étude de l'anglais; en France, en Italie, en Espagne et en Hongrie c'est souvent les études anglaises, *British Studies* ou *American Studies*. En France, en Italie, aux Pays-Bas et en Slovénie on mentionne aussi la philosophie. C'est l'ensemble des sciences humaines et sociales qui sont "envahies" par les études féministes. On peut considérer qu'au moins les deux tiers des études féministes ont lieu en sciences sociales et en sciences humaines.

Le processus d'institutionnalisation (mais non pas l'institutionnalisation elle-même) présente des traits communs dans les neuf pays. Celui que je décrirai n'est pas celui d'un pays particulier mais présente les traits communs ou parallèles entre les neuf pays. On peut identifier quatre phases, qui, en réalité, se recouvrent souvent mais que je sépare ici pour des raisons d'analyse. Dans la première phase, la phase militante, on établit des cours facultatifs dans des disciplines clés et l'on intègre des points de vue féministes dans quelques cours obligatoires. Dans la deuxième phase, celle de l'institutionnalisation, on introduit des cours génériques et thématiques et on met en place des équipes interdisciplinaires qui coordonnent les programmes d'enseignement. La troisième phase, de professionnalisation, comprend la fondation d'un corps d'enseignant-e-s, la création de filières menant à des diplômes, ainsi que la création de chaires (de professeur) d'études féministes. Certaines voudraient voir les études féministes évoluer en discipline indépendante, enseignée, étudiée dans des centres autonomes, et organisée sur le modèle des départements universitaires. D'autres préfèrent intégrer les études féministes dans les disciplines traditionnelles. La quatrième phase est celle de l'autonomie: les études féministes deviennent une discipline reconnue, avec la même indépendance, le même système de crédits et le même soutien financier que les autres disciplines. Ce ne sont pas tous les milieux d'études féministes qui aspirent à l'autonomie.

Les différences de fait entre les neuf pays tiennent à la différence des stratégies, aux structures universitaires différentes et aux différences de moyens. Dans certains pays, le chemin vers l'institutionnalisation pose plus de problèmes qu'ailleurs. Les rapports nationaux montrent que les structures disciplinaires rigides, l'autonomie restreinte des universités et une forte résistance de la part du mouvement féministe freinent l'institutionnalisation des études féministes. On s'est partout heurté aux idées fondatrices du mouvement des femmes, comme le refus de la hiérarchie et de la bureaucratie, le rejet de l'institution. Ces conceptions ont

été dès le début moins répandues en Espagne et en Finlande et elles sont très vite devenues marginales aux Pays-Bas. Elles le sont devenues en Angleterre au cours des années 1980 tandis qu'elles ont continué d'être influentes en Allemagne et en Italie jusqu'aux années 1990. Elles sont, me semble-t-il, toujours en vigueur en France. Enfin il est évident que les études féministes se heurtent à la résistance masculine dans les universités de chaque pays.

Sur la base des études nationales, on peut conclure que l'institutionnalisation des études féministes est favorisée par les structures modulaires des diplômes universitaires, par une interdisciplinarité réelle et efficace ainsi que par le soutien actif du féminisme d'État, c'est-à-dire des fonctionnaires des politiques d'égalité professionnelle et enfin par les femmes politiques. C'est ce qui s'est passé aux Pays-Bas, en Angleterre, en Finlande et, aujourd'hui, en Italie. Aux Pays-Bas et en Finlande le soutien financier fourni aux études féministes a été décisif. Celui apporté par les féministes d'État allemandes et espagnoles a été important également. En Angleterre l'institutionnalisation des études féministes s'est faite sans soutien financier du féminisme d'État.

Le processus d'institutionnalisation n'est achevé nulle part. Il n'y a de chaires d'études féministes qu'en France, en Italie, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Finlande et en Angleterre. Le nombre de chaires de titulaires est de 101 pour l'Allemagne, de 38 pour les Pays-Bas, de 10 pour la Finlande, de 5 pour l'Angleterre et d'une pour la France comme pour l'Italie. Parmi les chaires hollandaises, seules 20 sont des chaires génériques d'études féministes, dont 5 sont transmissibles; seule une partie des titulaires de chaires hollandaises sont employées à temps complet. Les chaires allemandes, françaises et italiennes ne sont pas génériques, mais s'inscrivent dans des disciplines existantes. Sept chaires finlandaises et les cinq chaires anglaises sont génériques. Même dans les pays où l'institutionnalisation a le mieux réussi, les études féministes ne sont pas considérées comme une discipline à part entière, à tous les égards. En Angleterre le système financier de la recherche et les organismes d'évaluation ne considèrent pas les études féministes comme une discipline indépendante. Aux Pays-Bas et en Finlande les études féministes ne peuvent pas encore conférer de titres universitaires.

Comme le notent Gabriele Griffin et Jalna Hanmer dans leur rapport sur l'Angleterre, les études féministes sont la seule discipline de l'enseignement supérieur qui a été instituée entièrement par des femmes, c'est-à-dire que ce sont des femmes universitaires qui ont lutté pour les établir, que ce sont des femmes scientifiques qui ont créé les premiers cours de cette discipline et que ce sont des femmes qui ont lutté pour l'institutionnalisation de cette discipline. Dans chaque pays, 95 % au moins des personnels employés sont des femmes. Il n'y a aucun titulaire de chaire

d'études féministes, ni aucun directeur de centre d'études féministes, qui soit un homme. Dans le monde universitaire européen ce fait représente une exception car, dans la plupart des disciplines, le pouvoir de décision et les valeurs universitaires sont dominés par les hommes et peu de chaires sont occupées par une femme.

Harriet Silius

Université Åbo Akademi, Finlande

Harriet Silius

L'institutionnalisation du mouvement féministe au Québec, une évolution critique et paradoxale. Changer le discours ou changer la vie?

Les organisatrices de cette table ronde m'ont demandé d'apporter un point de vue québécois sur la question. C'est donc bien *un* point de vue que je vais présenter, le mien. Après quelques mises au point sur l'institutionnalisation du mouvement féministe au Québec et les différences qui existent selon les milieux, je relèverai trois paradoxes qui m'ont particulièrement frappée durant le présent colloque et je terminerai par une réflexion plus personnelle.

L'institutionnalisation du féminisme en contexte(s)

Lorsqu'on parle d'institutionnalisation du féminisme, il faut préciser à quel milieu on fait référence car le phénomène ne se produit pas de la même manière, ni avec la même intensité, selon que l'on considère l'appareil d'État ou les universités, en tout cas au Québec. Les rapports du féminisme avec l'État ont fait couler beaucoup d'encre et inspiré de nombreuses théoriciennes politologues; mon propos est plus limité. Les personnes qui ont assisté à la présentation de Diane Lavallée, présidente du Conseil du statut de la femme, et son équipe ont pu apprendre, ou se rappeler, qu'il existe au Québec depuis trente ans un organisme appelé Conseil du statut de la femme (CSF) dont la mission, comme son nom l'indique, est de conseiller le gouvernement en tout ce qui concerne les droits et les conditions de vie des femmes. Cependant, à l'étranger (et même au Québec!), bien des féministes ignorent la nature de ce mandat et/ou confondent le Conseil avec le Secrétariat d'État à la condition féminine, l'instance politique qui voit à la mise en œuvre des plans d'action du gouvernement en matière de condition des femmes. Le Secrétariat d'État a, à sa tête, la ministre responsable de la condition féminine et il travaille en étroite collaboration avec des répondantes dans divers ministères. Le CSF, pour sa part, procède, grâce à son service de recherche, aux études que lui demande la même ministre, produit des avis et les diffuse dans le public mais il prend aussi l'initiative de recherches qu'il juge nécessaires et il maintient des liens avec les groupes autonomes de femmes sur tout le territoire québécois. Le CSF publie la *Gazette des femmes*, le seul magazine féministe à grand tirage au Québec, dont la qualité du contenu est appréciée même si le choix des thèmes suscite parfois des polémiques dans le lectorat féministe. En d'autres mots, le CSF et le secrétariat d'État à la condition féminine sont deux organismes distincts, ayant chacun sa mission propre et fonctionnant de manière relativement autonome.¹

¹ Toutefois, les élections de la mi-avril 2003 viennent de porter au pouvoir le Parti libéral du Québec et, au moment où j'écris ces lignes, on ne connaît pas encore le sort que le nouveau gouvernement réserve à ces deux instances dans l'appareil d'État.

La présidente du Conseil du statut de la femme ne parle donc pas au nom de l'État², et pas davantage au nom du mouvement des femmes québécois. Comme le soulignait Diane Lemieux, le CSF est "à la frontière du mouvement féministe et de l'État" (1999). Une position à tout le moins inconfortable! Mais une position dont le Conseil a su tirer profit pour "ouvrir aux femmes, pour la première fois, un accès à ce qui se brassait au gouvernement" et donner aux Québécoises en général et aux militantes en particulier "accès aux données de base" sur les femmes au Québec et aux problématiques se dégageant de leurs luttes (Moisan 2003: 712). Une position qui permet des alliances ponctuelles et stratégiques avec les groupes de femmes et les autres "féministes d'État" en même temps que des formes uniques de partenariat scientifique, et stratégique également, avec les chercheuses féministes universitaires (Descarries 1999).

Il importe de rappeler aussi que la création du CSF en 1973 a constitué, en partie, une réponse du gouvernement québécois à une revendication en ce sens de la Fédération des femmes du Québec et que la majorité des femmes qui ont présidé le CSF depuis trente ans sont issues du mouvement des femmes³. Par exemple, Diane Lavallée est très connue et respectée au Québec, notamment pour sa militance syndicale en tant que présidente de la Fédération des infirmières et des infirmiers du Québec (FIIQ). Sa prédécesseure, Diane Lemieux, formée en droit, fut présidente des Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS). Si les féministes québécoises n'attendent pas des présidentes du CSF qu'elles affichent sur la place publique leurs désaccords avec le gouvernement⁴, elles s'attendent cependant à ce que les avis du CSF visent d'abord et avant tout les intérêts des Québécoises.

Bien des personnes pourraient penser que tout cela n'est rien d'autre que la récupération du féminisme québécois par l'État ou la dépolitisation pure et simple des revendications féministes. Ce serait simplifier à outrance les relations complexes tissées au cours des années entre les diverses tendances et les différentes formes de militance féministes au Québec (et ailleurs dans le monde). L'institutionnalisation du féminisme dans l'appareil d'État comporte nécessairement une part de récupération: à moins de nourrir avec nostalgie le rêve d'un grand soir ou se complaire dans l'opposition absolue, comment pourrait-on obtenir autrement certains des changements tant souhaités? L'institutionnalisation comporte aussi effectivement un danger de dépolitisation des revendications mais, au Québec, c'est un risque que bon nombre de féministes (la majorité, en fait) ont pris et continuent d'assumer pour avoir "choisi, dès l'amorce de la Révolution tranquille", l'État comme "un potentiel promoteur" (Descarries 1999: 494-495) du changement social nécessaire à

² En fait, depuis 1973, la présidence du CSF a été occupée, la plupart du temps, par des militantes féministes et les présidentes, y compris la présidente actuelle, ont été respectées pour leur indépendance d'esprit et leur intégrité.

³ Comme d'ailleurs la plupart des femmes en charge des "dossiers femmes" dans les ministères.

⁴ Ce qui n'a pas empêché les féministes de savoir qu'un différend profond a opposé, la regrettée Claire Bonenfant et le premier ministre René Lévesque, qui l'avait pourtant nommée à la présidence du Conseil.

l'égalité entre les sexes. Francine Descarries décrit la situation en termes de "cooptation" du mouvement des femmes avec l'État québécois, description qui reflète bien, à mon sens, l'histoire spécifique du Québec et du féminisme québécois contemporains.

Personnellement, je parlerais plutôt de synergie entre les diverses composantes du mouvement des femmes au Québec (Dagenais 1999: 37), y compris les universitaires et les courageuses⁵ féministes d'État, et de pragmatisme, dans le sens littéral (le bon sens) de ce terme tabou, c'est-à-dire d'une attitude tournée vers l'action plutôt que vers la polémique⁶. Une telle attitude permet de continuer à travailler ensemble à changer la vie et la société, malgré des positions théoriques et politiques potentiellement très différentes, malgré les tensions et les contradictions inévitables (Dagenais 1999: 37) qui en découlent et malgré la nécessaire vigilance critique à maintenir absolument, notamment mais pas uniquement, face à l'État. Cependant, pour les chercheuses féministes en particulier, la question demeure, ouverte et toujours d'actualité: "le partenariat féministe est-il possible?" entre féministes universitaires et féministes d'État?⁷

Dans les universités, l'institutionnalisation du féminisme me paraît plus compliquée encore. Parler de récupération pure et simple constituerait, selon moi, une grossière exagération. Pourtant la récupération universitaire serait bien utile, nécessaire même, pour assurer aux études féministes la pérennité nécessaire au travail scientifique à long terme ainsi qu'une certaine reconnaissance scientifique, un minimum de dépendance et un maximum d'autonomie (Dagenais 1997: 54). En fait, si les études féministes se sont développées et se maintiennent, de manière plus ou moins organisée (cours, programmes, groupes, centres, instituts), dans les universités québécoises aujourd'hui, ça n'est pas pour cause de récupération mais uniquement parce que l'opposition multiforme, plus ou moins subtile, parfois même spontanée et irréfléchie (pour ne pas dire épidermique), qu'elles y rencontrent depuis plus de 30 ans n'a pas réussi à vaincre la détermination individuelle et collective des féministes, que celles-ci soient professeures-chercheuses, chargées de cours, professionnelles de recherche ou étudiantes. Après 27 ans, je continue de penser qu'à l'université, en tant que chercheuses féministes, "nous risquons davantage le rejet que la récupération" (Dagenais 1994). C'est pourquoi, aux collègues françaises, par exemple, qui nous disent avec envie: "Au Québec, c'est pas

⁵ Il faut du courage, en effet, pour maintenir le cap sur ses idéaux féministes lorsqu'on est l'objet de critiques par les féministes, pour ne pas être suffisamment radicale, et par les représentants de l'État, pour l'être trop.

⁶ Parler n'est jamais neutre. Les féministes savent que les mots peuvent mobiliser mais elles savent aussi qu'ils peuvent blesser profondément, diviser longuement et entraver inexorablement des alliances pourtant nécessaires.

⁷ Trois réponses à cette question, posée durant le premier colloque sur la recherche féministe dans la francophonie tenu à Québec en 1996, celles de Marie Malavoix, historienne, alors députée et adjointe parlementaire de la ministre responsable de la condition féminine, de Diane Lemieux, alors présidente du Conseil du statut de la femme, et de Francine Descarries, sociologue, professeure à l'UQAM, constituent un dossier sur "le cas du Québec" dans *Pluralité et convergence* (Remue-ménage, 1999: 469-506), le livre en 24 chapitres, que j'ai eu le plaisir d'éditer à la suite de ce colloque.

pareil”, j’ai parfois envie à mon tour de rétorquer: “Venez donc y voir de plus près!”. Mais rassurez-vous: je ne vais pas répéter ici tout ce que j’ai écrit ailleurs sur les difficultés, les particularités et les retombées des études féministes québécoises, particulièrement en milieu francophone (Dagenais 1997; Tancred et Dagenais 2001). Je rappellerai seulement que la situation dans les universités québécoises francophones ne peut être confondue ni avec celle qui prévaut dans la plupart des universités aux États-Unis ni avec celle qui caractérise (schématiquement) la majorité des universités anglophones au Canada.

En effet, bien que la langue nationale du Québec soit le français, parlé par plus des quatre cinquièmes de la population, il existe en territoire québécois trois universités anglophones: McGill et Concordia, situées à Montréal, et Bishop, à Lennoxville, où, comme ailleurs au Canada et aux États-Unis, les études des femmes/sur les femmes/féministes issues du néo-féminisme des années 1970 se sont rapidement institutionnalisées sous forme de programmes de cours (majeure, mineure, baccalauréat⁸) et/ou de centres, instituts ou départements relativement bien intégrés à la culture et aux structures universitaires locales⁹. C’est ce qu’on appelle encore aujourd’hui les *women’s studies*, même si ce vocable recouvre depuis longtemps bien davantage que des études sur l’objet “femmes” (voir Tancred et Dagenais 2001) et réunit une très grande majorité de professeures et d’étudiantes féministes¹⁰. Au Québec, le regroupement féministe universitaire anglophone le plus connu, notamment en Europe, est l’Institut Simone de Beauvoir de l’Université Concordia.

Si l’institutionnalisation a pris une autre forme dans les universités québécoises francophones, c’est qu’au cours des années 1970 et 1980, les féministes qui y enseignaient des “cours sur les femmes”, comme on disait à l’époque, redoutaient les dangers de dépolitisation et de ghettoïsation et s’inquiétaient pour leurs étudiantes: un diplôme en étude des femmes ne risquait-il pas de les desservir sur le marché du travail? (Je me souviens de ces discussions.) Puisqu’il fallait changer tout le savoir et les conditions de sa production, le choix politique fut de plutôt multiplier les cours dans les disciplines de façon à toucher le plus grand nombre possible d’étudiantes et d’étudiants et à opérer les changements à partir de l’intérieur. Aujourd’hui, plusieurs qualifieraient cette approche de *mainstreaming* mais, à mon avis, ce terme, associé à la dilution, à l’invisibilité, à une perte de substance ne convient pas pour désigner, d’une part, l’originalité et l’importance des enseignements et des recherches féministes des 30 dernières années et, d’autre part, la collaboration interdisciplinaire accomplie *malgré* les résistances profondes des

⁸ Équivalent de la licence française.

⁹ Il faudrait toutefois entendre les collègues des divers établissements anglophones à ce propos. Une chose est certaine: on ne leur a pas fait de cadeau non plus.

¹⁰ Il y a aussi une minorité d’hommes qui enseignent dans les *women’s studies* au Canada. Dans deux articles parus dans *Recherches féministes* (1998 et 1993) la sociologue Margrit Eichler fournit des informations inédites sur ces hommes et sur les réactions que leur présence suscite de la part de leurs collègues féminines.

disciplines conventionnelles et des unités administratives constituées¹¹. La multiplication des cours féministes dans les programmes disciplinaires des universités québécoises francophones a effectivement permis la sensibilisation d'un grand nombre d'étudiantes et d'étudiants; des milliers de mémoires de maîtrise et de thèses de doctorat ont été réalisées en sciences humaines et sociales avec une approche féministe depuis les années 1970. Cependant la stratégie a comporté des effets pervers dont on mesure pleinement l'ampleur aujourd'hui: en l'absence de structures stables et visibles, de programmes bien établis et, surtout, de postes ouverts spécifiquement en études féministes pour accueillir la relève, la pérennité de nos enseignements, qui sont tous, à quelques exceptions près, optionnels dans les programmes où ils existent (et il n'en existe pas dans tous les programmes), n'est pas assurée. Qu'une professeure féministe parte en année sabbatique ou, pire, à la retraite, et le cours qu'elle a porté à bout de bras et constamment remis à jour peut disparaître à jamais, sans qu'on s'en aperçoive ou puisse y faire quelque chose. Les études féministes dans les universités francophones demeurent, de ce fait, dans une situation précaire, à la merci des circonstances, y compris l'anti-féminisme de certains directeurs ou directrices d'unité ou de programme. Même les concentrations de cours et le diplôme de deuxième cycle en études féministes, mis sur pied respectivement à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et à l'Université Laval, pour consolider et mieux intégrer la formation féministe offerte, demeurent de fragiles acquis.

Ceci dit, toute fragile et partielle qu'elle soit, l'institutionnalisation des études féministes dans les universités a eu un impact, indéniable, non seulement, sur le plan scientifique, par les remises en questions et les innovations théoriques, épistémologiques et méthodologiques qu'elle a permis et les publications qu'elle a suscitées¹², mais aussi sur le plan politique, dans les dossiers solides et bien documentés par lesquels les revendications féministes sont présentés au gouvernement en commissions parlementaires, par exemple, et un impact surtout sur la société québécoise dans son ensemble (changements provoqués dans les politiques sociales et familiales, les lois, etc.). Les onze chapitres-bilans du livre *Science, conscience et action* (Dagenais, 1996), chapitres consacrés respectivement à la famille, la conciliation travail-famille, la santé des femmes, la violence envers les femmes, l'éducation, la religion, le pouvoir et la politique, le droit civil et criminel, et les communications, ainsi que les 1100 références bibliographiques en témoignent éloquemment, tout comme les répertoires et les rayons (relativement) bien garnis en ouvrages féministes des bibliothèques universitaires québécoises.

¹¹ Dans les universités québécoises les plus anciennes (Laval et Montréal, notamment) divisions administratives et disciplines se confondent très souvent. En défendant sa discipline contre l'interdisciplinarité, c'est donc aussi le budget et les ressources de son unité qu'on protège. L'opposition au changement et aux remises en question qui caractérisent les études féministes peut donc facilement se déguiser en protection du bien commun.

¹² Notamment la revue *Recherches féministes*, publiée par le Groupe de recherche multidisciplinaire féministe (GREMF) à l'Université Laval et qui paraît deux fois l'an depuis le printemps 1988.

Des paradoxes

Quelques mots maintenant sur des paradoxes que j'ai perçus, de mon point de vue de féministe universitaire québécoise, dans certains discours entendus pendant le présent colloque. Le premier, que j'ai été étonnée de ré-entendre en 2002, naïvement sans doute, concerne la division établie entre les féministes "de terrain" et les chercheuses. À mes oreilles, cela sonnait comme la séparation du bon grain de l'ivraie: une opposition entre "les vraies" féministes, celles dites "de la base", et "les autres", en particulier les universitaires, ces "pelleteuses de nuages", comme on dirait au Québec, dont certaines participantes, y compris des chercheuses, semblaient ainsi mettre en doute la capacité même d'être féministes puisqu'elles sont des intellectuelles. Cela m'a étonnée, choquée aussi, car ce faux débat ne sert vraiment que ceux qui ont tout intérêt à nous diviser pour mieux régner (Dagenais 1994). Il a pourtant, me semble-t-il, été rendu totalement caduc, précisément par la recherche féministe, "the academic arm of the Women's Movement" (Tancred et Dagenais 2001), comme disent des collègues anglophones.

Un autre paradoxe, lié au précédent, est la césure apparemment (ré)établie entre l'action et la théorie. Françoise Collin, durant la séance d'ouverture, disait que, dans les années 1970, il n'y avait pas de césure entre l'agir et le penser. Un rappel important, car effectivement, les militantes féministes radicales des années 1970-80, celles qui ont eu une influence déterminante sur l'ensemble du mouvement féministe contemporain, étaient des femmes instruites¹³, parmi les plus instruites de leur époque, des intellectuelles dirait-on aujourd'hui. Chaque année, je me fais un devoir de rappeler à mes étudiantes et étudiants que *Sexual Politics* de Kate Millet *The Dialectic of Sex* de Shulamith Firestone étaient les thèses de doctorat de leurs auteures, qui étaient alors de jeunes femmes; que *Le Deuxième sexe* et *The Feminine Mystique*, qui ont conscientisé tant de femmes dans le monde, ont été écrits respectivement par une professeure de philosophie et une diplômée en psychologie. Les historiennes pourraient sans doute nous dire à quel moment, par qui et dans quel contexte, cette forme d'anti-intellectualisme a été introduite dans le féminisme. Cela nous permettrait aussi de comprendre à quelle fin elle le fut.

Si "le privé est politique" est plus qu'un simple slogan, comment peut-on, à moins d'être masochiste ou schizophrène ou les deux à la fois, se défaire à cinq heures le soir de son identité d'enseignante et de chercheuse pour enfiler celle de féministe ou, vice versa, être féministe le soir et le week-end mais cesser soudainement de l'être pour redevenir chercheuse le lundi matin. Personnellement, je suis incapable d'une telle acrobatie intellectuelle. Je continue de penser que le privé est effectivement et plus que jamais politique. Et apparemment plusieurs étudiantes féministes sont du même avis; au terme d'un

¹³ Donc majoritairement de classe moyenne et moyenne supérieure (bourgeoise et petite bourgeoise, si l'on préfère).

cours féministe, elles réalisent qu'elles ne lisent plus les journaux, n'écoutent plus la télévision ou leurs professeurs de la même façon, ne trouvent plus drôles mais sexistes certaines remarques, bref que leur vie quotidienne est en train de changer.

Enfin, un commentaire émis pendant le colloque à l'effet que le féminisme ne fait plus peur et qu'il faudrait faire en sorte qu'il fasse peur à nouveau a aussi suscité chez moi des interrogations. Avons-nous jamais fait peur? Et voulons-nous vraiment faire peur? Certes, informellement, nous disons volontiers, mais généralement avec regret, que "le féminisme fait peur" aux hommes, aux jeunes, aux vieilles personnes, aux immigrantes, aux femmes du Tiers-monde, etc. En réalité, avons-nous déjà fait peur à qui que ce soit? Nous n'avons pas le pouvoir, pas d'armes; nous sommes minoritaires, dans tous les milieux et tous les domaines; à l'université, nos cours (quelques dizaines seulement parmi les milliers de cours offerts chaque année dans une grosse université comme Laval) et nos recherches ne sont pas reconnus: à qui pourrions-nous bien faire peur? Nous choquons, nous dérangeons, c'est certain; on nous redoute, notamment pour l'attrait que peuvent exercer nos valeurs de justice, d'égalité, de liberté, d'autonomie sur les autres femmes et pour notre, effectivement redoutable, détermination. Mais la question pour moi est bien davantage encore: pourquoi voudrions-nous faire peur? Ne sommes-nous pas les premières victimes des épouvantails brandis (avec un certain succès) devant les jeunes femmes pour les décourager du féminisme avant même qu'elles en aient une idée claire? Épouvantails qui nous présentent encore et toujours comme des enragées, des frustrées, castratrices, anti-famille, anti-hommes, des égoïstes qui refusent la maternité et "le destin biologique de la femme". La peur n'est pas mobilisatrice, la peur a un effet paralysant; nos détracteurs le savent. La peur, c'est en fait tout le contraire des valeurs que nous voulons transmettre aux jeunes générations.

Ce qui m'amène à conclure par une réflexion, que je souhaite plus mobilisatrice, de l'historienne Micheline Dumont dans son livre *Découvrir la mémoire des femmes* (2001: 143). Écrire l'histoire des femmes, "c'est une entreprise démesurée", dit-elle, "mais cela n'est certes pas une raison pour ne pas l'amorcer". Et Micheline Dumont de poursuivre: "En citant librement Gramsci, on pourrait dire que ce projet doit être envisagé avec le pessimisme de l'intelligence, mais aussi avec l'optimisme de la volonté". Il en est de même, selon moi, pour les études féministes à l'université.

Huguette Dagenais

Professeure au Département d'anthropologie

Directrice du Diplôme de 2^e cycle en études féministes à l'Université Laval (Québec)

Références

DAGENAIS, HUGUETTE (dir.) (1999) *Pluralité et convergences. La recherche féministe dans la francophonie*. Montréal: Éditions du Remue-ménage.

---. (1996) *Science, conscience et action. 25 ans de recherche féministe au Québec*. Montréal: Éditions du Remue-ménage.

---. (1997) "L'institutionnalisation des études féministes au Québec". *Cahiers du CEDREF* 6, pp. 35-58.

---. (1995) "L'institutionnalisation des études féministes et la transformation des connaissances et de leurs conditions de production ou Pour en finir avec un faux débat". PIERRETTE BOUCHARD (dir.), *Femmes et savoirs. Actes du colloque tenu à l'UQAM dans le cadre du Congrès de l'ACFAS, 1994*. Québec, Université Laval, GREMF: *Les Cahiers de recherche* 69, pp. 45-62.

DESCARIES, FRANCINE, 1999, "Partenariat féministe... Pouvons-nous encore rêver de 'changer le monde'?" HUGUETTE DAGENAIS (dir.), *Pluralité et convergences. La recherche féministe dans la francophonie*. Montréal: Éditions du Remue-ménage, pp. 494-506.

DUMONT, MICHELINE (2001) *Découvrir la mémoire des femmes*. Montréal: Éditions du Remue-ménage.

DUMONT, MICHELINE & LOUISE TOUPIN (dir.) (2003) *La pensée féministe au Québec. Anthologie 1900-1985*. Montréal: Éditions du Remue-ménage.

EICHLER, MARGRIT (1998) "À propos du rôle joué par les hommes dans le domaine des études sur les femmes: une ambivalence profonde". *Recherches féministes* 11, *Nouvelles questions féministes* 19 : 2-3-4, pp. 43-69.

EICHLER, MARGRIT (1993) "Une situation ambiguë: les hommes qui enseignent en études sur les femmes". *Recherches féministes* 6 : 2, pp. 115-150.

MOISAN, LISE (2003) "Où nous mènent les féministes d'État?". MICHELINE DUMONT & LOUISE TOUPIN (dir.), *La pensée féministe au Québec. Anthologie 1900-1985*. Montréal: Éditions du Remue-ménage, pp. 709-715.

TANCRED, PETA & HUGUETTE DAGENAIS (2001) "Women's Studies, Feminist Studies, Gender Studies: The academic Arm of the Women's Movement". DAN GLANDAY & ANN DUFFY (dir.), *Canadian Society. Meeting the Challenges of the Twenty-First Century*, Don Mills, Ont.: Oxford University Press, pp. 191-211.

Débat

Arlette GAUTIER

Je dois dire que je croyais que de nombreux chercheurs québécois avaient intégré une perspective féministe ou de genre. Depuis trois ans que je suis souvent au département de démographie de l'Université de Montréal, j'ai été assez désillusionnée à ce sujet. Néanmoins, il est plus facile de développer des points de vue féministes au Québec qu'en France, ou du moins à l'Université de Montréal qu'à l'Université de Paris X. Les chercheuses féministes québécoises sont moins barrées dans leurs carrières et ont plus facilement la possibilité ensuite de diriger des thèses féministes ou d'impulser des recherches et des études féministes qu'en France. Ça me paraît lié en fait à trois facteurs généraux

D'abord, il y a une plus grande possibilité d'avoir un discours critique et un débat au Canada qu'en France, où on se fait passer pour caractérielle dès qu'on dit quelque chose d'un peu oppositionnel.

Ensuite, il n'y a pas au Québec de rapport de soutenance, comme c'est le cas en France pour l'habilitation ou les nouvelles thèses. Or ce rapport vous suit partout, toute votre vie. Au contraire, au Québec, les gens se fondent plutôt sur la liste des publications. Le point de vue éventuellement négatif d'un professeur risque moins de vous barrer à vie.

Enfin, il y a au Canada une possibilité de recours. Donc si on vous empêche de progresser dans la carrière sous prétexte que vous feriez du "militantisme féministe", vous avez la possibilité d'argumenter. En France, on vous dit: "Surtout ne dis rien, parce que ça va te suivre tout le temps, on prétendra que tu es caractérielle". Il faut se taire et puis attendre que les professeurs négocient entre eux.

Pierrette BOUCHARD

Je m'appelle Pierrette Bouchard. Je suis titulaire de la Chaire d'étude Claire-Bonenfant sur la condition des femmes à l'université Laval. Selon moi, opposer militance – en pensant groupes de femmes – et recherche universitaire ne mène à rien. Il s'agit d'une polarisation toute relative, d'ailleurs. Il faudrait définir ce qu'on entend par militantisme et par recherche, par militante et par chercheuse. Dans mes pratiques à l'université, dans ce milieu qui est le mien, lorsque j'enseigne les rapports sociaux de sexe ou que je mène des recherches qui mettent à jour la domination et l'exploitation des femmes, je me vois comme une activiste, une féministe engagée. C'est ma façon d'agir ou de traduire mon engagement social d'intellectuelle. Je prends la parole pour dénoncer les inégalités et remettre en question la vision androcentrique du monde. Il me semble qu'il y a là un geste politique. D'autres femmes agissent dans d'autres milieux.

Il faut aussi, d'un autre côté, se demander: "Qu'est-ce que faire de la recherche?", "Qu'est-ce que le Savoir?". Ne devrait-on pas parler plutôt des

savoirs? Les groupes de femmes produisent aussi des savoirs. La recherche collaborative réalisée par les groupes de femmes et les universitaires, ou encore la recherche-action, est aussi valable pour la production des connaissances que la recherche qualifiée de fondamentale. Nous gagnerions toutes à faire disparaître cette polarisation qui génère des rivalités. Il s'ensuivra, bien sûr, des changements qui auront une incidence sur l'organisation du travail dans nos institutions de recherche, dominées par le courant positiviste. Cependant, le mouvement des femmes y gagnera en intégration. À partir du moment où les chercheuses et les groupes de femmes vont collaborer, que des recherches seront menées avec elles et pour les femmes, les méthodologies de recherche vont changer, les approches et les théories aussi. Ces oppositions vont tomber. C'est l'expérience que plusieurs d'entre nous avons vécue au Québec.

Huguette Dagenais

2^{ème} partie

Table ronde VII
21 septembre 2002

Publication et diffusion de la recherche féministe francophone

Introduction

Les organisatrices du colloque m'ont demandé de présider cette table ronde au nom de l'ANEF, qui soutient la collection *Bibliothèque du féminisme* que j'anime avec Oristelle Bonis et Dominique Fougeyrollas.

J'avais prévu un bref exposé introductif sur les problèmes posés par l'édition des recherches féministes dans le domaine francophone. Suivre les ateliers et les tables rondes du colloque m'ont amenée à modifier au dernier moment l'organisation de cette séance, qui heureusement était programmée pour le dernier jour. Il m'est vite apparu que deux thèmes récurrents du colloque – les rapports entre le militantisme et les recherches dites académiques d'une part et les rapports entre les pays du Sud et les pays du Nord d'autre part – ne sauraient être réduits aux quelques généralités que j'avais prévues. De plus, la table ronde avait été organisée à partir des informations et des propositions dont les organisatrices du colloque disposaient. Je me suis aperçue pendant le colloque que, lorsque je les avais relayées pour les contacts à prendre avec les intervenantes, j'avais cédé à la facilité d'un fonctionnement terriblement "québéco-européo-centré". J'ai donc sollicité, sur place, à Toulouse, des femmes venues d'Afrique, de Haïti, du Maghreb, pour qu'elles participent à cette table ronde et, en parallèle, j'ai demandé aux intervenantes prévues de réduire leur temps de parole. Je remercie vivement les premières d'avoir accepté d'intervenir sans préparation et les secondes de s'être volontiers pliées à ces modifications de dernière minute. La table ronde ainsi réorganisée autour de dix intervenantes, et malgré le peu de temps accordé à chacune, aura permis, je l'espère, de mieux rendre compte de la diversité des problèmes qui se posent, de leur caractère politique, et des efforts engagés pour trouver des solutions appropriées en fonction des contextes sociaux et culturels.

Les contraintes de temps nous ont obligées à ne consacrer qu'un temps très réduit à la discussion. L'important est qu'elle ait montré la voie et qu'elle se poursuive dans l'esprit d'ouverture et d'échange qui a marqué cette table ronde. J'ai eu beaucoup de plaisir à la présider et je remercie encore toutes celles qui y ont participé.

Hélène Rouch est membre de l'ANEF, du CEDREF (Université Paris VII-Denis Diderot), co-directrice de la collection "*Bibliothèque du féminisme*" (éditions L'Harmattan).

Écrire, publier et diffuser la recherche féministe en Afrique francophone L'expérience sénégalaise

Introduction

Écrire, publier et diffuser la recherche féministe d'Afrique francophone représente des défis et des enjeux de taille¹. On ne peut discuter ces questions sans une réflexion préliminaire, même brève, sur les conditions de production de cette littérature féministe. Qui produit ce type spécifique de littérature, en quelles occasions et dans quels systèmes ou institutions? À partir de cette possibilité de production, jaillissent d'autres questions. À quel public est destinée cette littérature, en quelle langue et en quels termes est-elle produite: académique, vulgarisation? Comment disséminer cette littérature et les idées qu'elle véhicule? Quels sont les supports les plus efficaces de publication: ouvrage, presse, media audiovisuel? À quoi devrait-elle servir: simple outil de connaissance ou outil de lutte ou de prise de décision: aux femmes et à leurs associations multiformes, aux décideurs politiques? Ces quelques questions n'épuisent pas le sujet dont la complexité est un immense défi. Elles ne seront pas toutes traitées ici, mais simplement évoquées, pour permettre de lever un coin du voile qui cache les immenses difficultés de production, publication et dissémination que rencontrent la recherche féministe africaine en général, et la recherche africaine francophone en particulier.

Existe-t-il une recherche féministe francophone africaine?

L'utilisation du qualificatif francophone semble ici opposer la recherche féminine africaine menée dans les pays francophones à celle des pays anglophones. Leur présence institutionnelle varie assurément, pour diverses raisons parmi lesquelles la tradition académique et le contexte historique.

Les féministes francophones de France et du reste de l'Europe reconnaissent elles-mêmes que la recherche anglophone ou germanophone est bien plus développée aujourd'hui dans ces zones linguistiques. Cette percée semble héritée de deux modèles anglo-saxons liés, l'un à la tradition académique, l'autre à l'histoire des luttes féminines. En comparaison, il n'existe, dans l'espace universitaire francophone, qu'un nombre relativement restreint de centres ou de programmes universitaires exclusivement consacrés aux femmes (CEDREF, Simone-SAGESSE, MAGE, Université des femmes en Belgique, etc.). La majorité des chercheuses-activistes ajoutent les dimensions femme et/ou genre à leurs divers domaines de compétence dans leurs institutions qui n'en ont pas la spécialité.

¹ Les pays d'Afrique du Nord (Maroc, Algérie, Tunisie, Libye et Égypte) ne sont pas inclus dans cet article.

Il ne s'agit pas ici de faire l'histoire des études féminines et féministes en Afrique, mais d'en donner quelques éléments d'appréciation. L'ouvrage de la sociologue nigériane, Amina Mama, *Études sur les femmes et par les femmes en Afrique durant les années 1990* (1996)² en fait un bilan riche d'information qui ne concerne malheureusement que les publications en anglais. J'essaie moi-même, dans *Engendering African Social Sciences* (1997), de faire un bilan des premières études publiées par des francophones³. Un premier constat est que les premières études sur les Africaines ont été menées par les Occidentaux (hommes d'abord, puis les femmes interviennent plus tardivement). Il faut attendre l'époque des luttes nationalistes et celles des indépendances pour voir émerger, parmi les Africaines, leur propre discours "politique" sur leur engagement dans ces luttes et la construction nationale. Les débats qui ont conduit à la première Décennie mondiale des Nations unies pour la femme et la ceux de la Décennie elle-même, les ont incitées à "se donner la parole"⁴, contester et aider d'autres femmes dans le monde. L'Association des femmes africaines pour la recherche et le développement (AFARD⁵), fut créée en 1977, à Dakar, par des intellectuelles de diverses disciplines scientifiques et venues de tous les horizons géographiques et linguistiques du continent. Elles "cherchaient à institutionnaliser leur présence et à articuler l'agenda du féminisme africain en facilitant la recherche et l'activisme par les universitaires africaines" (Mama, 1996: 6). En outre, les grandes conférences ont favorisé, dans la majorité des pays africains, l'émergence de mécanismes gouvernementaux chargée de la "condition" féminine à l'origine d'un féminisme d'État qui a donné "droit" à la parole des femmes, même si celle était accaparée par l'appareil d'État, conditionnée, utilisée, voire censurée.

Les nombreuses réunions organisées par l'AFARD, en même temps qu'avaient lieu celles de la Décennie mondiale favorisèrent l'éclosion de plusieurs initiatives de groupes de recherche, mais surtout dans les pays anglophones. C'est un fait que les universités anglophones africaines appartiennent à une tradition féministe développée aux USA, puis en Grande-Bretagne, avec la création, à partir des années 1960/1970, des *Women Studies*, puis des *Gender Studies*. Avec une trentaine d'universités disséminées sur un territoire de plus de 100 millions d'individus, le Nigeria est l'un des premiers pays à avoir mis en place, au début des années 1980, un Women's Center and Documentation Centre, à l'Université d'Ibadan. Le Ghana montait un groupe de *Women's Studies*, à l'Université du Ghana à Legon, dans la banlieue d'Accra. On peut aussi citer le Projet de recherche et de documentation sur les femmes, à l'Université de Dar-es-Salam, en Tanzanie. D'autres centres étaient créés, sur une base volontariste, par des enseignantes dans le cadre de leur département

² Etudes sur les femmes et par les femmes en Afrique, Document de travail 5/96, CODESRIA, Dakar, 1996.

³ Cf. le chapitre "Gender Analysis and Social Sciences in Africa" in Imam A., Mama A. & Sow F. *Engendering African Social Sciences*, CODESRIA, Dakar, 1997.

⁴ Awa Thiam *La parole aux négresses*, Denoël-Gonthier, 1978.

⁵ Le sigle en anglais est AAWORD.

comme à l'Université Ahmadou Bello de Zaria (Nigeria), à Makerere University (Ouganda), dans les universités d'Addis Abeba, du Zimbabwe et du Malawi. L'une des créations les plus récentes est sans doute la mieux équipée est le *Africa Gender Institute* qui bénéficie de très bonnes infrastructures au sein de l'Université du Cap, à Cape Town (Afrique du Sud). Si les cadres institutionnels ne sont pas très nombreux, les initiatives ont continué de fleurir avec le renforcement d'un féminisme africain. On mentionnera notamment le *Zimbabwe Women's Resource Centre Network*, *Women in Nigeria*, *the Tanzanian Media Women Association*, etc.

Les autres zones linguistiques ont eu moins d'opportunités. Le Mozambique est le seul pays lusophone à avoir érigé un *Gender Unit* à l'Université Eduardo Mondlane du Mozambique. L'énorme zone francophone est la plus pauvre en matière d'infrastructures universitaires de recherche et d'enseignement sur les femmes, malgré les projets d'associations féminines aussi florissants que dans la partie anglophone, autour de thèmes divers: engagement des femmes dans le développement, activités économiques multiples des femmes, femmes et lois, accès au politique, media, santé, mutilations génitales féminines, violences à l'encontre des femmes, femmes et religion, etc. L'Université de Saint-Louis au Sénégal abrite un programme sur les femmes et la famille dont les activités sont réduites. À l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, un projet de création de programme d'enseignement et de recherche sur les femmes est en veilleuse au Département de Sociologie. Dakar abrite également le CODESRIA dont l'Institut sur le Genre se tient annuellement depuis 1994. Cet Institut bilingue (français/anglais) de 8 semaines s'adresse aux chercheurs en sciences sociales du continent à qui il donne une formation théorique à la prise en compte des rapports sociaux de sexe, autour de différentes questions.

Cette recherche est-elle féministe? La question mérite d'être posée, dans la mesure où elle hante les lieux où s'élabore cette réflexion sur les femmes. L'étiquette féministe a fait l'objet de décennies de débats houleux entre femmes dans le monde. Le féminisme occidental a été au cœur du débat. Les unes le jugent trop rive aux réalités des femmes de la classe moyenne blanche des pays occidentaux, les autres trop dirigiste et arrogant, d'autres encore trop éloigné, par ses objectifs, ses questionnements et ses méthodes, des préoccupations des femmes non-occidentales. Les Africaines ont très longtemps refusé d'être les adeptes d'un féminisme qui les mettait en porte à faux avec leurs sociétés et valeurs. Comment parler des rapports hommes/femmes, sans détruire la "belle" famille africaine? Il est vrai que les hommes intellectuels, pourtant prompts à saisir et discuter les théories et idéologies les plus à la mode et les plus extraverties, ne les aidaient pas à lever leur sentiment de culpabilité à revêtir un "prêt-à-porter" mental peu taillé à la mesure de leurs problèmes de développement et d'identités dans ce développement. Le débat reste ouvert et le

concept de *Jenda* que viennent de créer des Africaines anglophones pour contester le *gender* promet de belles publications.

Les conditions pour la production féministe

Les conditions de production de la recherche féministe ont été esquissées dans les observations précédentes. Déjà la production sur les femmes est difficile dans des universités francophones qui n'en ont pas le souci. L'isolement de la recherche féministe est un fait indéniable, car l'université n'est pas un lieu de débat de ces questions. Comme chercheuse féministe, je voyage dans le monde pour exposer mes travaux sur les femmes au Sénégal et les autres Africaines dans le cadre de thèmes précis. Certaines de ces études portant sur l'éducation des femmes, leur sexualité et fécondité ou leurs rapports à la loi, à la politique ou au religieux, je confronte mes idées sur des campus qui ne sont pas celui où j'ai réalisé presque l'essentiel de ma carrière. Les tentatives pour institutionnaliser cette recherche à travers l'enseignement soulèvent d'énormes difficultés. Au Département de sociologie de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, mon cours qui portait sur l'analyse des rapports sociaux de sexe dans les sociétés africaines et se voulait une critique féministe de la sociologie a dû se ré-intituler, pour subsister, sociologie de la famille ... et des rapports sociaux de sexe (rajoutés par moi-même, mais régulièrement escamotés par mes collègues). L'expérience fait heureusement (petite) tâche d'huile, car de jeunes collègues du Département de philosophie voisin offrent des enseignements sur Genre et Philosophie, ou sur l'analyse de l'inégalité entre les sexes dans la philosophie grecque. Il n'existe pas de centre de recherche et d'enseignement universitaire sur les femmes, seulement des initiatives individuelles qui amorcent la question. Ces initiatives et les débats nationaux et internationaux autour des femmes suscitent des travaux au niveau de la maîtrise, du diplôme d'études approfondies et du doctorat, au grand dam des collègues (hommes), globalement hostiles à la réflexion féministe taxée d'idéologique. Ces exercices sont acceptés à condition qu'ils ne parlent ni de genre, ni de perspective féministe. Aussi, le cadre de réflexion et la documentation font cruellement défaut. Il n'existe pas de stimulation universitaire locale à la réflexion. À cela s'ajoute l'insuffisance d'une documentation scientifique dont les collègues ignorent l'essentiel. Au colloque de Toulouse, les participantes européennes se plaignaient que leurs réflexions ne soient ni partagées, ni même connues de leurs collègues masculins. Que dire des nôtres en Afrique, qui tout en les ignorant, les marginalisent ou, pire, leur dénie un statut scientifique?

Les difficultés de financement de la recherche propre aux académies africaines ne facilitent pas l'expansion de travaux menés quasi subrepticement. Pour pallier les inconvénients, les chercheurs des deux sexes acceptent des contrats de recherche commandités par des structures administratives locales (notamment ministères des femmes), organisations internationales et organisations non-gouvernementales généralement du Nord. Ces institutions qui

baillent les fonds fixent non seulement les domaines, mais également les priorités de la recherche. Selon l'actualité, l'accent sera mis sur la santé reproductive, les mutilations génitales féminines, l'accès à la terre ou à la prise de décision. Les sujets qui "fâchent" ne sont pas souvent pris en compte, sauf s'ils sont étudiés dans un esprit de compromis (compromission?). Le gouvernement américain dont les multiples agences allouent d'importants fonds de recherche aux universités et grandes ONG (*Population Council, National Council on Women's Health, Family Care International, International Center for Research on Women, etc.*) sur décision du Congrès, toute recherche qui pourrait inciter à l'avortement. Or ce sont ces institutions qui relaient les subventions accordés par les USA aux structures de recherche et ONG des pays en développement. C'est une de raisons pour lesquelles si peu de fonds sont disponibles pour l'avortement qui est l'une de causes premières de la mortalité maternelle sur le continent.

Une fois cette recherche menée, rédigée et soumise au bailleur de fonds, il est extrêmement difficile de la publier comme travail académique ou de vulgarisation. Les contrats contiennent souvent des clauses qui empêchent toute utilisation des résultats de la recherche à de telles fins ou ne prévoient pas de budget de publication. La recherche se transforme en rapports utilisés par l'administration, pour les plus chanceux, ou dorment sur des étagères sans possibilité quelconque de diffusion.

La langue et le public

Les lieux et moyens de publication sont d'une importance particulière pour toute recherche. Ils le sont tout autant pour la recherche féministe dont les objectifs sont de présenter des dimensions pas toujours reconnues d'une question sociale, de convaincre de leur pertinence, de trouver des "solutions" et d'aller vers des changements. Le public auquel s'adresse cette recherche est pour le moins hétéroclite. Il comprend aussi bien la paysanne des périmètres maraîchers du Fouladou que le banquier chargé des programmes féminins de micro crédit, l'étudiante du campus de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis et le Ministre de l'Économie et des Finances responsable d'une gestion sensible au genre des finances publiques. Comment donner le même sens à un discours dont les formes seront évidemment différentes? Quelles sont les formes et les langues qui seront les mieux appropriées à véhiculer les messages relatifs à la situation des femmes et au respect de leurs droits? Les formes varient selon les langues choisies: le français ou les langues nationales.

La majorité des femmes au Sénégal sont analphabètes dans les langues étrangères qui servent de support habituel à la recherche féministe. Tenir le discours sur la maîtrise par les femmes de leur sexualité et de leur fécondité, de leur droit à l'avortement, de leur participation citoyenne aux affaires du pays suppose non de traduire, mais de trouver dans les langues les meilleurs concepts qui rendent compte des ambitions pour les femmes. Or la liberté sexuelle prend

très vite un sens “pervers” si elle est expliquée avec des mots qui peuvent en dénaturer le sens et la portée. “Faire un enfant avec qui je veux, quand je veux” est une revendication qui choque l’essentiel des hommes et aussi beaucoup de femmes; alors qu’il s’agit simplement du droit de choisir son conjoint (refus du mariage forcé) et le nombre et les moments de ses maternités. Traduire les concepts de rapports sociaux de sexe, genre et orientation sexuelle en wolof, hal pulaar ou mandeng demeure une gageure. Il y a un travail considérable en la matière, non de traduction, mais de re-conceptualisation des idées. Il y a un travail encore plus considérable de produire en langues nationales des œuvres qui rendent compte des situations de femmes et en discutent les aspects les plus discriminatoires et les solutions. Des expériences ont cours notamment en wolof et pulaar⁶.

Il faut d’autant plus adapter le discours féministe, dans les langues nationales, que le moyen de communication le plus efficace pour atteindre ce large public passent par les media: radio, télévision, causeries publiques, etc. Je fais mieux connaître mes idées en écrivant dans les grands quotidiens ou en passant dans des émissions de radio ou de télévision. Le déferlement des radios privées sur les ondes sénégalaises a donné la possibilité aux gens de discuter de questions d’actualité ou des difficultés de leur vie quotidienne, à des heures de grande écoute ou tardives. Cette radio interactive connaît un immense succès, mais devient le lieu de tous les discours y compris les plus conservateurs à l’endroit des femmes. Les émissions musulmanes d’enfermement idéologique des femmes pullulent. Contrôlées par des hommes qui se disent érudits en Islam, elles attirent des femmes. Celles-ci ont des messages souvent plus inhibiteurs que ceux de leurs co-religionnaires, comme si cette attitude était nécessaire pour qu’elles soient “accréditées” dans la communauté des *serignes*⁷, détenteurs du savoir coranique.

Les associations féminines et féministes voient leur horizon s’élargir avec le lancement, le 8 mars 2003, journée internationale de la femme, de Manooré FM, la première radio de femmes, à l’initiative de l’Association pour les femmes et la communication alternative (Altercom)⁸. Cette radio cherche à rompre l’absence, la marginalisation et la dévalorisation de l’image des femmes dans les media. “Elle se veut la voix des femmes sénégalaises qui, sans tabous, parle de tout. On y évoque sexualité, pénurie de charbon, éducation. On s’intéresse aux femmes abandonnées par leur mari, à celles qui cherchent des Européens pour fuir leurs conditions de vie et aux écailleuses du marché”.

⁶ Voir, par exemple, les collections initiées en wolof par Aram Fal, linguiste à l’IFAN, ou en pulaar par Sonja Fagerberg de l’ARED (*Associates in Research and Education for Development*).

⁷ *Serigne*: Marabout.

⁸ *Manooré* signifie, en wolof, compétence, savoir-faire. Cette radio émet depuis le 31 mai 2002. Son équipe est mixte. Sa présidente, la journaliste Fatoumata Sow, avait déjà participé à la création de l’Association des professionnelles africaines de la communication (APAC), au milieu des années 1980.

Les lieux de publication

Dans ce contexte de publication d'une production destinée à un public aussi hétérogène, les lieux de publication ont leur importance. Ils sont à deux niveaux: la presse locale à grand tirage et les publications spécialisées nationales, africaines et internationales.

La presse écrite est un lieu privilégié de dissémination de la production féministe. Assez peu de chercheurs profitent de ce créneau pour diffuser leurs débats et conclusions, car il ne s'agit pas d'un support académique. On y annonce les activités, mais une publication dans ces colonnes de la presse populaire n'est pas gratifiante et ne fait pas avancer dans la hiérarchie académique. L'espace pourtant très large⁹ est donc monopolisé par les journalistes dont la formation professionnelle et la sensibilité aux questions d'inégalité entre les sexes ne sont pas évidentes.

Ni les associations féminines et féministes qui participent au discours sur les femmes, ni les chercheuses ne disposent actuellement d'organe de presse ou de publications propres. Les quelques tentatives en ce sens ont fini par tourner court, faute d'équipes soutenues et de moyens matériels et financiers. On rappellera l'expérience éphémère de *Awa*, premier journal initié par une journaliste sénégalaise, en 1962¹⁰. *Fippu* est une autre revue lancée, deux décennies plus tard, par *Yeewu-Yewwi*, une organisation féministe sénégalaise. Cette expérience fut aussi de courte durée. L'AFARD, comme organisation panafricaine activiste, publie les actes de réunions qu'elle organise à l'échelle continentale. Elle dispose aussi d'une revue *Écho* qui informe sur ses activités propres et sur les questions intéressant les femmes. Cet effort remarquable pâtit des difficultés de direction que rencontre l'organisation. Celle-ci, après 25 ans de présence dans la lutte féministe, a sans doute besoin d'un nouveau souffle et d'un renouvellement de génération.

Les revues et ouvrages scientifiques sont les espaces "reconnus" de publication de cette recherche féministe scientifique universitaire. Mais y suffisent-elles? Les obstacles sont de taille au niveau local, comme international.

Les presses universitaires africaines francophones ne sont pas légion et leurs parutions sont irrégulières. L'espace sénégalais, malgré la présence de deux universités, n'échappe pas à la règle. Certes les facultés produisent des ouvrages, des annales ou d'autres journaux, parfois avec d'autres institutions de la sous région, mais les enseignants et les chercheurs peinent à se faire publier.

Créé en 1936, par l'administration coloniale, comme centre de recherche et de documentation de l'Afrique française, l'ancien Institut français d'Afrique noire est devenu Institut fondamental d'Afrique noire Cheikh Anta Diop et sis, depuis 1958, dans l'université du même nom. Les collections Mémoires de l'IFAN et Initiations et Études africaines sont célèbres, mais ne paraissent plus. Il existe également deux bulletins, l'un de sciences naturelles (Bulletin A),

⁹ On compte en moyenne une dizaine de jours d'un coût quotidien moyen de 100 F.CFA, soit 15 cents.

¹⁰ Annette Mbaye d'Erneville fut une pionnière en la matière.

l'autre de sciences sociales (Bulletin B), d'une qualité scientifique affirmée sur le plan international. De 4 numéros annuels jusque vers 1980 environ, la parution a été réduite à deux. On en est aujourd'hui à un numéro par série, tous les 5 ans. Ce genre de publication soulève deux problèmes d'espace significatif et de public. Quels sont la place et l'accueil d'articles féministes dans une revue qui traite d'archéologie du pays sereer ou de la révolution *torodo* de Souleymane Baal dans la vallée du fleuve Sénégal, il y a 3 siècles? J'ai pu publier un article sur les femmes et la gestion de l'énergie à une période où la désertification était (est toujours) une question d'actualité. Combien de personnes et surtout de femmes ont eu accès à cette publication, qui n'est pas vendue en librairie?

Le CODESRIA est une organisation panafricaine, de caractère universitaire, qui depuis 30 ans, œuvre pour le développement des sciences sociales sur le continent. Il a pris une ampleur considérable en quelques années. Ses publications sont un espace privilégié pour les universitaires africains dont les institutions académiques respectives ont du mal à financer la recherche et sa diffusion. Sous la pression de femmes, déterminées à "genderiser" l'institution, son personnel et ses programmes de recherche, le CODESRIA publie, dans des numéros spéciaux, les travaux des chercheurs des deux sexes participant à l'Institut sur le genre. Il ouvre aussi les colonnes de sa revue bilingue *Afrique Développement / Africa Development* aux écrits féministes. L'ouvrage, *Engendering African Social Sciences*, paru en 1997, constitue les actes du Colloque sur l'analyse de genre et les sciences sociales en Afrique. La majorité des contributions étant de chercheurs anglophones, la traduction française a été ma propre requête et devrait paraître de 2003.

Publier dans des revues françaises ou francophones (Canada, Belgique, Suisse, etc.) relèvent plus de l'exigence académique ou de la satisfaction de l'ego personnel. Plusieurs questions sont soulevées.

Pour les académies africaines, bien qu'universitaires, *Clio* de l'Équipe Simone-SAGESSE de l'Université Toulouse Le Mirail, ou *Recherches Féministes* du GREMF de l'Université Laval, n'ont pas la "cote", académisme oblige, des *Cahiers Internationaux de Sociologie* ou des *Cahiers d'études africaines*. Il est vrai que le CNRS français dont je relève me demande de publier dans des revues scientifiques "convenables", alors que je présente une publication éditée par le CODESRIA.

Clio, *Recherches Féministes* ou *Les Nouvelles questions féministes* sont, d'une certaine manière, des "ghettos" scientifiques pour l'entreprise à la fois intellectuelle et activiste que veulent mener les féministes africaines. Les conditions de publication y sont difficiles, dans la mesure où les appels à communication ne parviennent pas dans toutes les institutions africaines. En outre, les numéros sont de plus en plus thématiques et les thèmes ne sont pas forcément pertinents pour la recherche africaine et ses besoins particuliers. Les articles publiés dans ces revues spécialisées ne sont à la disposition, ni des autres

collègues africaines, ni d'un public plus large de femmes, à moins d'arrangement particulier comme leur mise à disposition dans les bibliothèques universitaires, dans les centres culturels ou autres espaces de rencontre. Or, si les universités maintiennent avec beaucoup de difficultés un abonnement régulier aux *Cahiers d'études africaines*, aux (anciens) *Cahiers de l'ORSTOM*, combien d'entre elles feront cet effort pour des revues féministes, si tant est qu'elles en connaissent l'existence? Malgré les fonds prêtés à l'État sénégalais par la Banque mondiale pour développer les capacités de la bibliothèque de l'Université, les ouvrages féministes de toute origine ne font pas partie des achats prioritaires, les enseignants n'en fournissant pas de titres dans leurs programmes. Aussi, les articles de la recherche féministe africaine publiés dans ces revues occidentales sont plus diffusés, de main à main, comme tirés à part ou reproduits à partir des ordinateurs personnels.

Les ouvrages paraissent une meilleure solution. Encore faut-il que d'abord la production existe et qu'ensuite les maisons d'édition africaines et étrangères pour la majorité, en acceptent la publication. Si la littérature romanesque est mieux accueillie, car sans doute plus facile à écouler auprès d'un large public, la littérature universitaire est plus problématique. Choix par un comité de lecture, coût et délai de fabrication, diffusion sont sans doute des contraintes auxquelles font face tous les auteurs y compris féministes.

En 1993, j'étais, à la demande du Ministère de la femme, de l'enfant et de la famille, *Femmes sénégalaises à l'horizon 2015*. L'ouvrage, au lieu de rester un rapport administratif habituel, fut publié en 500 exemplaires, par une imprimerie locale. En l'espace d'un an, l'ouvrage fut épuisé, alors qu'il n'avait jamais été vendu en librairie. Un peu plus tard, des exemplaires furent retrouvés, dans ce qu'on appelle les libraires par terre, c'est-à-dire les livres vendus au marché, par terre, dans la rue, à 500 francs (CFA).

Conclusion

Les arguments présentés ici sur les difficultés de la diffusion de la recherche féministe proviennent d'expériences personnelles d'écrire, publier et diffuser. Ils n'ont pas discuté de toutes les contraintes socioculturelles qui limitent encore le nombre d'écrivaines, en raison des discriminations inhérentes à l'appartenance de sexe, notamment l'accès à l'éducation. Ils ont à peine évoqué celles liées à la macro économie du livre qui, de la conception et fabrication à la commercialisation, affectent globalement la production et la diffusion de la connaissance. Les débats féministes revêtent une dimension particulière de remise en question d'ordres établis, ordres sociaux, économiques, religieux et politiques en faveur des droits des femmes et de changement dans les rapports d'inégalité entre les sexes. Il est difficile de mener cette recherche de manière purement académique, sans un engagement politique. Pourquoi y a-t-il autant de résistance, alors qu'associer cette remise en question à une œuvre

scientifique est généralement accepté pour les questions globales du développement? Ce sont autant de défis pour la recherche féministe.

Fatou Sow est chercheure au Laboratoire SEDET/CNRS, Université Paris VII-Denis Diderot, Paris, France et chercheure associée à l'Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Sénégal.

Témoignage sur Haïti¹

L'université n'est pas le lieu par excellence où se pratique la recherche en Haïti et, encore moins, la recherche féministe. La recherche féministe haïtienne se caractérise par le double fait d'être, d'une part réalisée hors du champ universitaire et, d'autre part, d'être l'apanage des individus de sexe féminin, des universitaires impliquées, à des degrés divers, dans le mouvement des femmes. Et, d'une manière générale, la recherche est envisagée pour l'action. Si cette caractéristique contribue, dans une très large mesure, à légitimer la recherche féministe, il n'en demeure pas moins que cette dernière tarde encore, comme dans bien d'autre pays, à s'imposer comme domaine de connaissance à part entière dans les sciences sociales. Ce faisant, la question des nécessaires passerelles entre les espaces universitaires et le mouvement social revendicatif des femmes reste et demeure posée.

Les conditions de la recherche féministe sont très difficiles en Haïti. Des recherches parviennent néanmoins à s'effectuer. Et, s'agissant des connaissances ainsi produites, il convient de souligner les apports des travaux réalisés par des chercheur/es de l'étranger sur des situations haïtiennes. Mais quelque soit l'origine de ceux-ci, le problème de la diffusion se pose avec acuité. À cet égard, les faiblesses des structures universitaires se font particulièrement sentir. À cela s'ajoute l'insuffisance notoire des bibliothèques; outre leur nombre restreint, les bibliothèques existantes ne sont généralement pas spécialisées.

À propos de la diffusion, je voudrais tout d'abord souligner une absence révélatrice dans ce colloque même. Dans l'exposition d'ouvrages organisée, les publications des femmes des pays dits du Sud sont absolument absentes et, il en est de même pour les travaux des chercheur/es des pays occidentaux sur les pays du Sud. Comment ne pas être interpellée par une telle absence dans un colloque qui s'intitule "Ruptures, Résistances, Utopies"? La rupture ne concerne-t-elle pas les modèles dominants qui occultent les voix les moins audibles? La résistance ne réfère-t-elle pas non plus au fait d'aller à contre courant de ce qui impose sa domination? L'utopie ne consiste-t-elle pas également à croire que le féminisme peut promouvoir et instaurer d'autres pratiques, notamment d'autres rapports entre le Nord et le Sud? Un tel colloque constitue pourtant un espace de diffusion intéressant à plus d'un titre. Je voudrais également souligner que ma participation à cette table ronde n'était pas programmée. Ma présence résulte essentiellement de la volonté d'une femme, Hélène Rouch, qui a su faire montre d'esprit d'ouverture et de solidarité. En mon nom propre et au nom de mes collègues haïtiennes, je l'en remercie très vivement.

¹ La République d'Haïti partage l'île de Quisqueya avec la République Dominicaine. Située entre Cuba et Porto Rico, l'île est à une heure et demie de vol des côtes étasuniennes de la Floride.

Les travaux, concernant Haïti, réalisés par des chercheur/es venant de l'étranger, font généralement l'objet d'une publication. Force est cependant de constater que lesdites publications ne sont pas toujours diffusées dans le pays. Pour leur part, les travaux des chercheuses haïtiennes connaissent une diffusion très limitée dans le pays même et ne le sont guère à l'étranger. Une telle situation s'explique par les principales raisons suivantes:

- L'absence de cadre institutionnel de diffusion. Les faiblesses de l'institution universitaire impliquent ici une quasi absence de revue à caractère scientifique;
- La rareté des maisons d'éditions;
- La lourdeur des charges liées à la publication à compte d'auteure;
- Les organisations de femmes, en particulier celles intéressées par la recherche, ne disposent pas de structures de diffusion permanentes, ni des moyens financiers pour assurer, comme il le faudrait, la diffusion de leurs travaux. Seules les publications périodiques de ces organisations, à vocation informationnelle et éducationnelle, permettent de rendre compte de la réalisation des recherches et de leurs résultats essentiels;
- Le peu d'intérêt manifesté par l'État et les institutions commanditaires/subventionnaires des études pour la diffusion conséquente des travaux.

Il découle de cette situation que les travaux ne sont généralement pas publiés et qu'ils existent surtout sous la forme de document miméographié ou de tapuscrit dont la diffusion reste limitée.

En tant que militante, j'ai choisi comme d'autres chercheuses de m'investir dans le mouvement des femmes. En particulier, j'ai opté pour travailler à Enfofanm, une organisation féministe créée en 1987, et qui s'est dotée d'un centre de documentation spécialisé en littérature et actualité féministe; le seul centre de ce type existant actuellement dans le pays. Avec une telle option, nous entendons à Enfofanm non seulement promouvoir l'information et la formation des femmes, mais également doter le mouvement des femmes haïtiennes de sa nécessaire mémoire. Ainsi, la documentation fait une large place aux écrits des haïtiennes et aux travaux concernant la condition féminine haïtienne et les situations socio-économiques des haïtiennes. De même, nous nous évertuons à archiver les documents relatifs aux actions du mouvement. Cela dit, nous restons ouvertes sur la région Caraïbe et Amérique Latine et sur le reste du monde.

Le contexte national nous a conduit à réfléchir sur la question de la diffusion des résultats des recherches féministes et, dans une large mesure, à privilégier cet aspect. Fondamentalement le choix a été déterminé par la nécessité de favoriser une appropriation et une intégration dynamique des résultats de ces recherches, de telle sorte que ces dernières alimentent la lutte pour le changement du statut d'infériorité des femmes. En effet, outre les problèmes de publication, il se pose par ailleurs d'autres problèmes d'importance. Citons: l'incompréhension vis-à-vis de la démarche féministe, les

préjugés à l'égard de la recherche féministe et les difficultés éprouvées pour cerner les résultats de ce type de recherche et leur portée (ce dernier phénomène résulte notamment du manque d'interaction avec ce champ de la recherche). À cela s'ajoute le faible niveau éducationnel des populations, en particulier des femmes, nos premières interlocutrices. Tenant compte de ces réalités, les stratégies suivantes ont été adoptées en vue de garantir une certaine diffusion des résultats des recherches effectuées:

- Dissémination des résultats de recherches, en optant non pas tant sur leur caractère académique, mais plutôt sur leur portée sociale. Ce faisant, l'accent est surtout mis sur l'utilisation des résultats des recherches et la vulgarisation des connaissances établies. Dans cette optique différentes cibles ont été retenues:
 - Institutions réalisant des interventions auprès des femmes ou en faveur des femmes;
 - Institutions et groupes directement concernés par une thématique étudiée;
 - Organismes de droits humains et organisations citoyennes comportant une section femme;
 - Média, à travers la réalisation d'émissions spécifiques et la participation à des émissions à caractère social.
- Diffusion des résultats dans différents espaces:
 - Ateliers de réflexion et de formation sur la problématique de genre;
 - Rassemblements autour de dates importantes pour le mouvement des femmes en Haïti et à l'étranger;
 - Campagnes diverses autour des droits des femmes;
 - Forums régionaux et internationaux.
- Diffusion et vulgarisation, à travers, d'une part, l'élaboration de brochures ou de pamphlets et, d'autre part, la production d'articles pour le journal "Ayiti Fanm/Femmes d'Haïti", un outil dont Enfofanm s'est doté depuis 1991.

Ces actions ne résolvent certes pas le problème essentiel de la publication. Cependant, elles présentent l'intérêt d'inscrire résolument la recherche féministe dans la perspective de l'action et de permettre aux chercheuses concernées, dont nous sommes, de constamment songer à la question de la transmission des connaissances, de mieux articuler les actions et, surtout, de continuer à refuser la séparation radicale entre objet et sujet de recherche.

Daniele Magloire est chercheure, membre du Bureau d'Études TAG et membre de l'Organisation Féministe de Défense des Droits des Femmes, Enfofanm.

La situation en Algérie

Il est difficile de parler d'études féministes en Algérie, tant la condition des femmes est encore soumise à de fortes pressions venant des normes traditionnelles imposant un rôle et un statut très dévalorisant aux femmes. Si on ajoute à cela l'apparition très récente, vers les années 80, du discours islamiste très virulent à l'égard des femmes, on comprend alors la difficulté qu'ont celles-ci à avoir actuellement des revendications très tranchées. Entendons par là que ces revendications se limitent à une interpellation du niveau institutionnel et sont très loin d'une démarche authentiquement féministe. On est très loin, par exemple, d'une redéfinition des rapports entre les hommes et les femmes. Quant aux discussions autour des problèmes de sexualité, elles sont totalement taboues. Disons, pour simplifier à l'extrême, que les Algériennes sont dans une situation qui évoque la période pré-mai 68 en Europe. Tous les ingrédients d'une explosion violente des femmes dans la revendication de leurs droits sont réunies. L'alphabétisation des femmes a atteint les 80% et, malgré la faiblesse de leur taux d'activité, celles qui travaillent ont des niveaux de qualification élevés. Ainsi, elles représentent 25% des magistrats de la Cour, plus de 50% du corps médical, plus de 30% des enseignants du pré-universitaire, 20% des universitaires; elles constituent 18% de la fonction publique. Malgré un environnement généralement hostile à leurs aspirations à l'égalité, les Algériennes ont une conscience très nette de leur exclusion et de leur marginalisation et sont donc porteuses de revendications très fortes quant à leurs droits de femmes et de citoyennes à part entière. Mais elles ne le disent encore qu'en privé. Sauf quand il s'est agi de s'opposer à l'imminence de l'instauration d'une république islamique dans les années 90 et qu'elles ont affirmé leur refus dans des manifestations violentes et publiques. Depuis, elles se taisent, mais fulminent.

La production d'études féministes commence vers le début des années 80 avec l'ouverture du champ démocratique qui, en même temps et de façon perverse, a donné aussi la parole au discours intégriste islamiste. Dès lors les femmes se sont trouvées confrontées, au moment même où elles prenaient la parole, non seulement aux conservateurs ordinaires présents depuis toujours dans la société algérienne mais de surcroît à un durcissement de celle-ci à travers l'idéologie mortifère de l'intégrisme islamiste. Au lieu donc de revendiquer de nouveaux droits, elles ont été préoccupées, pendant plus de dix ans, bien plus par la protection de leur survie, au sens réel du terme, et par la conservation des quelques droits déjà acquis dans les domaines de la scolarisation, de l'emploi, du recours à la contraception. Il n'est pas encore question d'avortement et la virginité reste une valeur très sûre. Le code de la famille fait des femmes des mineures à vie.

Il faut garder en tête l'environnement idéologico-politique dans lequel évoluent difficilement les femmes algériennes pour parler de l'édition et de la distribution des productions en faveur de femmes. J'en présenterai brièvement les aspects essentiels.

La production du discours en faveur des femmes

Il s'est agi, dans un premier temps, de déblayer en quelque sorte le terrain, travail qui n'avait jamais été fait depuis l'indépendance: identifier les exclusions les plus visibles dans les domaines de l'accès à l'éducation, à l'emploi, aux soins de santé et dans ceux de l'établissement et de la rupture des liens matrimoniaux.

Les acteurs qui interviennent de la façon la plus visible dans la production d'un discours en faveur des droits des femmes sont l'université, le ministère de la santé et de la population et des chercheuses écrivaines indépendantes. Un ministère de la famille et de la condition féminine vient d'être mis en place mais on attend toujours des actions concrètes dans ce domaine comme dans ceux de la législation, de la mobilisation des ONG.

Des rencontres publiques (colloques, journées d'étude, séminaires, etc.) ont pour objectif de faire connaître les travaux de recherche. En général les actes de ces rencontres sont publiés ultérieurement et distribués gratuitement.

Les participant/es sont dans leurs grande majorité des femmes du milieu universitaire ou des professionnelles de formation universitaire. Plus les femmes appartiennent à des milieux défavorisés et plus elles sont difficiles à atteindre du fait de leur enfermement et de l'exclusion dont elles sont encore victimes. Mais des émissions ont pu être organisées à la radio et à la télévision et ont permis de faire des débats publics sur leur état de non droit.

Essai de bilan des travaux publiés

Le ministère de la santé et de la population (direction de la population) a fait un travail remarquable d'enquête sur l'accès des femmes aux soins de santé reproductive. L'Institut de santé publique a organisé des séminaires sur les violences faites aux femmes sur la base de témoignages et d'analyses de spécialistes (psychiatres, médecins légistes, ONG, etc.)

Le Centre de recherche et d'études appliquées au développement (CREAD) et le centre de recherche et d'analyse socioculturelles (CRASC) ont mené des recherches sur la modification des structures familiales et l'accès à l'emploi. Beaucoup d'étudiantes font leurs travaux de recherche sur le statut des femmes.

Le ministère de la solidarité a très récemment (2002) fait réaliser par le Centre de recherches économiques (CENEAP) deux enquêtes, l'une sur les mères célibataires et leurs enfants, l'autre sur les enfants de la rue.

L'Union européenne a financé en 2000 une recherche sur l'accès des femmes à leurs droits de citoyennes. Celle-ci a été réalisée par l'IMED Rome et

un collectif de chercheuses indépendantes. Les résultats de la recherche ont été publiés sous le titre: *Les Algériennes en devenir*.

RACHDA, association féminine présidée par l'actuelle ministre de la culture et de la communication, Khalida Messaoudi Toumi, a publié un nombre important de fascicules sur les revendications des femmes dans le domaine du code de la famille et dans celui des violences contre les femmes commises par les intégristes.

Le collectif Maghreb Égalité, un ensemble d'ONG féminines maghrébines, grâce à un financement d'UNIFEM, a effectué un travail de recherche semblable dont les résultats ont été communiqués lors d'un colloque. Maghreb Égalité a publié un nombre important de brochures sur les revendications citoyennes des Algériennes.

Une revue féminine *Ounoutha* (Féminité) s'adresse aux femmes et parle de leurs droits.

Moi-même j'ai publié trois ouvrages sur la condition des femmes algériennes: *Les Algériennes du quotidien* (Alger: ENAL, 1985); *A, comme Algérienne, essai de sociologie politique de la famille* (Alger: ENAL, 1991); *Nous les algériennes, la grande solitude* (Alger: Éditions Casbah, 2002).

On peut constater que les publications sont réalisées aussi bien par les institutions ou les ONG que par des personnes indépendantes. Le ton y est libre et sans contrainte aucune. La distribution de ces productions se fait librement. Ces travaux de recherche donnent une cartographie claire de la situation socio-économique et juridique des femmes. Mais c'est tout.

Leur insuffisance réside dans le fait qu'elles ciblent une population ayant une formation élevée et disposant d'un statut social lui permettant de s'exprimer. C'est peut-être un des avatars de l'écrit dans le monde entier. Mais il a l'avantage de marquer la naissance d'un féminisme balbutiant et pourra, dans le futur, ouvrir la voie à des revendications réellement féministes. Quel avenir peut-on imaginer pour le féminisme dans un pays sortant à peine d'une crise intégriste islamiste?

Souad Khodja, sociologue, consultante "*Questions femmes et environnement des populations*".

Recherches Féministes, Université de Laval, Québec Un lieu de diffusion francophone stratégique

La revue *Recherches féministes*, née en 1988 à l'Université Laval à Québec, aura 15 ans en 2003. Elle a pour mère (pour rester près du langage des femmes) le Groupe de recherche multidisciplinaire féministe de cette université (GREMF) et plus spécifiquement Huguette Dagenais. Quelques années avant la création de la revue, un comité *ad hoc* composé de femmes de tous les milieux de l'établissement (professeures, professionnelles, employées de soutien et étudiantes) avait été formé par le recteur afin d'étudier leur situation et un rapport aux multiples recommandations en avait résulté. Un peu plus tard, une coordonnatrice à la condition féminine était nommée par l'institution et une Chaire d'étude sur la condition des femmes voyait le jour. C'est donc dire qu'un environnement favorable avait préparé une telle naissance.

Depuis, 29 numéros ont été publiés, à raison de deux par année, dont 22 portent sur un thème spécifique. La plupart des champs du savoir ont ainsi été abordés, quatre thèmes ayant été traités deux fois, soit l'éducation, le développement, l'État et l'espace.

Recherches féministes est une revue *scientifique*, c'est-à-dire qu'elle a pour but de diffuser des résultats de recherches inédits; *multidisciplinaire*, ce qui relève d'une quasi exigence du champ étudié; *francophone*, dans un univers où le féminisme est beaucoup plus largement diffusé dans la langue de Shakespeare et finalement, comme son nom l'indique, *féministe*, c'est-à-dire que la perspective d'analyse des articles publiés vise à remettre en cause les rapports sociaux de sexe tels qu'ils existent dans nos sociétés.

Le tirage de la revue est de 500 exemplaires et, même si ses abonnées et abonnés (institutions et individus) de même que les auteures et auteurs sont majoritairement du Québec et du Canada, une proportion de 15 à 20 % provient d'autres pays et continents et nous souhaitons élargir ce pourcentage.

Une dernière caractéristique doit, modestement, être mentionnée: la revue est *belle* et encourage systématiquement de jeunes femmes artistes à contribuer par leurs œuvres à illustrer la page couverture.

Le cadre de cette présentation ne permet pas une analyse détaillée des tendances de la recherche féministe des 15 dernières années à partir du corpus d'articles publiés dans la revue. Si celle-ci était née en même temps que les toutes premières recherches dans le domaine, le chemin parcouru serait peut-être plus facile à identifier. Tel n'est toutefois pas le cas car, déjà en 1988, du moins en Amérique du Nord et dans le monde anglo-saxon, la recherche féministe était déjà riche de milliers de travaux féministes; tous les champs thématiques avaient déjà été investis; le concept central de "genre" était déjà au

cœur des problématiques. La question des rapports sociaux de sexe et leur conceptualisation s'est bien sûr raffinée depuis 15 ans, de nouveaux thèmes liés à de nouvelles réalités sont apparus – nouvelles technologies, pratiques liées à la mondialisation, etc. – mais pour identifier avec finesse les changements subtils survenus depuis 15 ans, une étude approfondie serait requise.

L'objectif de ma présentation est autre et triple. Je veux d'abord identifier en quoi *Recherches féministes* est un lieu de diffusion stratégique (comme le dit le titre de cette présentation), souligner en deuxième lieu l'importance de la recherche empirique sur laquelle la revue se concentre et finalement mentionner le défi que représente la diffusion électronique.

Un lieu de diffusion stratégique

Recherches féministes estime remplir cette fonction de lieu de diffusion stratégique de deux façons. D'abord en *contribuant à établir la crédibilité de la cause féministe sur des bases scientifiques*. Si le rôle des militantes consiste à porter les revendications des femmes sur la place publique et dans l'arène politique, celui des chercheuses est, en partie, d'alimenter l'argumentation de ces militantes. Il est toujours vrai que la force d'une argumentation dépend de la capacité de celui ou de celle qui la présente à s'appuyer sur une démonstration incontestable et des dossiers bien étayés. C'est encore plus vrai pour les femmes qui ont toujours à faire une double preuve de la nécessité de ce qu'elles réclament.

La revue est aussi un lieu stratégique d'une autre façon, soit *en fournissant une tribune aux femmes qui ont fait le choix de carrière de fonder l'argumentation féministe*. Cette tribune est ouverte à celles dont la réputation est bien établie et qui souhaitent atteindre le lectorat féministe; elle est aussi ouverte à celles qui sont en phase d'établissement de leur crédibilité professionnelle. Depuis le début, *Recherches féministes* publie des textes de ces deux catégories de chercheuses dont un grand nombre, venant de partout, sont d'ailleurs inscrites à ce colloque.

Parce que ce lieu que constitue la revue remplit cette double fonction stratégique, ses initiatrices ont fait le choix de jouer le jeu de l'institutionnalisation, c'est-à-dire de se conformer aux règles du monde scientifique quant à l'évaluation et le contenu des textes soumis et quant aux règles de présentation. Il s'agit là bien sûr d'une contrainte. Il y va toutefois non seulement de la crédibilité de la revue mais aussi de son financement par les organismes qui soutiennent les publications universitaires et donc, en bout de piste, de sa survie.

Défense et illustration de la recherche empirique

Même si la revue publie des textes de réflexion théorique, méthodologique et épistémologique, on y retrouve plutôt des résultats de recherche empirique.

C'est-à-dire qu'elle est centrée sur ce que d'aucunes appellent avec un certain agacement les "problèmes" des femmes ou, dit plus péjorativement, les "épiphénomènes", par opposition à la "noble" théorie.

La revue revendique fièrement ce contenu plutôt empirique d'abord parce que la recherche empirique, telle qu'elle la conçoit, ne fait jamais l'économie d'un cadre conceptuel et théorique et, en second lieu, parce qu'elle croit que la théorie ne peut se développer en dehors des résultats des recherches empiriques. Qu'est-ce qu'une théorie qui n'est pas ancrée dans le réel? Que vaut cette théorie? L'objectif final du mouvement féministe consiste à casser le "noyau dur" qui résiste au changement dans les rapports sociaux de sexe et pour y parvenir est il certain que la théorisation de ces rapports est essentielle et centrale mais elle ne constitue pas le seul moyen. Il est aussi primordial de débusquer les mille et une manifestations concrètes de ce noyau dur pour les identifier, les dénoncer, les traquer et proposer des pratiques alternatives. C'est ce que fait la recherche empirique. C'est probablement la meilleure façon de nourrir et de faire émerger, dans une démarche dialectique, une théorie en prise sur les problèmes réels. C'est là le travail de milliers de chercheuses qui pratiquent la recherche empirique. Cette recherche est inspirée et moulée par la théorie féministe et elle contribue à la faire avancer.

Le défi de la diffusion électronique

Quelles que soient les avancées de la technologie et les nouvelles pratiques de diffusion de la recherche, *Recherches féministes* demeurera attachée aussi longtemps qu'elle le pourra à maintenir une présentation sur papier de la revue. Il faut toutefois convenir que les pressions sont fortes, venant en particulier des organismes subventionnaires, pour que les revues scientifiques diffusent leur contenu en mode électronique. Le passage à la grande "toile d'araignée mondiale" (*world wide web*) sera donc effectif pour *Recherches féministes* dès son prochain numéro, soit au début de l'année 2003. La revue sera ainsi accessible, dans un premier temps, aux seuls organismes institutionnels et sur abonnement. Tous les aspects techniques de l'opération sont pris en charge, moyennant adhésion payante de chaque membre, par un consortium québécois constitué par un regroupement de revues scientifiques diffusées sur un même portail (www.erudit.org).

Nos habitudes n'en sont pas bousculées pour autant et il faut certes voir notre intérêt à une telle nouveauté car une diffusion la plus large possible d'une revue est sans doute au moins aussi stratégique que sa production. Vive la diffusion féministe!

Christine Piette est directrice de publication, professeure à l'Université de Laval.

Gazette des femmes
Conseil du statut de la femme, Québec
**Une mission d'information et de sensibilisation aux
questions féministes**

En France comme au Québec, plusieurs voix s'élèvent pour dénoncer la crise identitaire qui secoue les magazines féminins. "La presse féminine est lamentable! La beauté semble redevenue le souci obsédant. Le féminisme n'est plus un combat médiatisé", nous confiait l'écrivaine Benoîte Groult, à l'occasion du numéro spécial de la *Gazette des femmes* sur l'état du féminisme en France et au Québec (un numéro dont vous avez sûrement pris connaissance puisqu'il a été distribué dans les pochettes des congressistes).

Chez nous, beaucoup déplorent la pauvreté intellectuelle que masquent les magazines féminins sous leurs couvertures glacées. Ainsi, ce commentaire entendu à l'occasion d'une table ronde sur l'avenir des magazines québécois tenue par l'Association des éditeurs de magazines du Québec en mai dernier: "J'ai l'impression que les éditrices ont abdiqué leurs responsabilités en matière éditoriale. Ce n'est pas parce que nous sommes à l'ère du plaisir et du contenu léger qu'il faille arrêter de penser pour autant!" Ou encore, cette autre réflexion tout aussi éloquente d'une autre participante: "On dirait que tous les magazines s'adressent à une seule femme, dont on présume qu'elle n'est pas cultivée, n'a pas de convictions ni d'idées."

Le Réseau québécois d'action pour la santé des femmes a récemment enfoncé le clou avec son enquête *Changements sociaux en faveur de la diversité des images corporelles*, dans laquelle on dépouille le contenu des six magazines féminins les plus vendus au Québec. Résultats: non seulement la publicité y occupe 87 % du contenu, pour 13 % d'articles – une proportion qui est probablement dans la moyenne – mais 36 % de toute cette publicité porte exclusivement sur l'image corporelle. Deux obsessions y sont exposées: maigrir – toujours maigrir – et rester jeune. Comme quoi les femmes sont plus que jamais chosifiées.

Un coup d'œil aux présentoirs de magazines suffit à nous en convaincre. Une exception dans ces étalages: la *Gazette des femmes*, l'unique survivante de la presse féministe grand public au Québec. On peut dire de cette publication du Conseil du statut de la femme qu'elle est une descendante directe d'une lointaine ancêtre française. En effet, peu après l'époque d'Olympe de Gouges et à la fin de la vie de Flora Tristan, il y eut une *Gazette des femmes*, publication vouée à la défense des droits civils et politiques, qui n'aura vécu que deux courtes années, soit de juillet 1836 à avril 1838.

Depuis sa création en 1979, la *Gazette des femmes*, un bimestriel de 40 pages, accompagne les Québécoises dans leurs avancées. Témoin privilégié de l'évolution de la condition féminine, ce magazine constitue un corpus de recherche d'une grande richesse. Feuilletter les quelque 140 numéros qui ont vu le jour depuis plus d'une vingtaine d'années, c'est revoir en accéléré l'histoire récente de la lutte des femmes pour l'égalité et l'indépendance.

Les défis que doit relever un magazine féministe gouvernemental ne manquent pas. À commencer par un périlleux virage commercial, amorcé en 1995, dans la foulée des restrictions budgétaires. Le magazine a donc dû se frayer une place dans les kiosques et reconquérir les lectrices habituées à la gratuité... alors que bien des médias avaient déjà annoncé la mort du féminisme. Ici, il faut tout de même souligner que rares sont les gouvernements qui soutiennent un magazine féministe (les deniers publics financent les deux tiers de nos frais de production).

Aujourd'hui, on peut dire pari gagné, comme en témoigne notre tirage actuel de 25 000 exemplaires, la hausse constante de notre nombre d'abonnées (17 000, soit l'équivalent du magazine *Québec Science*, le pendant de *Science et vie* en France) et surtout, le rajeunissement de notre lectorat. De fait, notre dernier sondage auprès des lectrices confirme qu'il y a de la relève. Nos plus récentes abonnées (depuis cinq ans et moins) se recrutent parmi les plus jeunes: elles sont en majorité dans la vingtaine et la trentaine (respectivement 50 % et 35 %). Voilà un bel exploit, quand on sait que le mot "féministe" correspond pour plusieurs, particulièrement chez les jeunes, à une appellation quasi honteuse ou encore à une lutte achevée et ringarde.

Bonne nouvelle donc, le féminisme n'est pas mort et il y a même de la relève! D'ailleurs, ce n'est pas un hasard si notre récent sondage auprès des lectrices révèle que la chronique *Tour du monde*, qui présente à chaque numéro un reportage sur la réalité des femmes d'un pays étranger, remporte la faveur des jeunes (82 % des lectrices de 34 ans et moins la jugent excellente). Voilà qui confirme la tendance chez les jeunes à être particulièrement mobilisées par le sort des femmes ailleurs dans le monde.

Un autre défi de taille attend un magazine comme la *Gazette des femmes* dont le contenu sous-tend une grille d'analyse féministe et témoigne d'un mouvement idéologique: celui d'intéresser le plus grand nombre possible de personnes, tout en continuant de s'adresser directement aux militantes et aux chercheuses féministes. Il s'agit d'un équilibre éditorial difficile à atteindre. Cette question est cruciale puisqu'il ne suffit pas d'interpeller les "convaincues d'avance", mais qu'il importe aussi de sensibiliser les personnes qui ne sont pas nécessairement au fait du mouvement féministe.

En effet, la *Gazette des femmes* est l'outil de sensibilisation par excellence du Conseil du statut de la femme. Elle répond de façon centrale à sa mission d'information pour contribuer à l'évolution des mentalités, une donnée essentielle à la base de l'avancement des femmes. Contrairement à d'autres

véhicules d'information du Conseil, cet outil grand public permet de rejoindre un nombre important de personnes de façon régulière, d'aborder une grande variété de sujets non touchés par les avis et les recherches du Conseil, tout en informant sur les thèmes jugés prioritaires par l'organisme.

Deux indicateurs tendent à démontrer que nous sommes sur la bonne voie de la conciliation de ces deux lectorats différents. Selon une récente étude de la professeure Chantal Maillé, de l'Institut Simone de Beauvoir de l'Université Concordia de Montréal, le magazine "est cité à de très nombreuses reprises et semble très lu par les militantes des groupes de femmes qui y voient à la fois une source de renseignements et une façon de garder le contact avec les questionnements de l'heure". (*Globe*, vol. 3, no 2, p. 98) Pour la majorité des militantes interviewées sur leurs lectures féministes, c'est en effet le magazine qui est le plus souvent mentionné, surpassant les livres de nature plus théorique, les biographies et les romans à saveur féministe.

En même temps qu'elle s'avère un support médiatique de premier plan auprès des groupes de femmes, la *Gazette des femmes* représente également une voix privilégiée pour la recherche féministe dont elle diffuse les travaux et les courants de pensée. D'ailleurs, je signale que la chronique *Antennes*, entièrement vouée à la diffusion de la recherche féministe et en condition féminine, arrive en tête de liste des chroniques préférées (avec un taux d'appréciation de 87,4 %).

L'impact médiatique de nos dossiers indique toute la portée de notre magazine auprès d'une audience beaucoup plus large que nos habituelles abonnées. Année après année, la revue trouve un écho favorable auprès des médias, à un niveau que nous envient bien d'autres magazines. En moyenne, les journalistes mentionnent, reprennent ou approfondissent annuellement plus de 80 fois des articles de la *Gazette des femmes*, tout en citant la source; 70 % de ces médias, que ce soit à la radio, à la télévision ou dans les quotidiens, offrent une diffusion nationale.

C'est le principe d'une pierre deux coups: parce qu'elle informe par le biais de la vulgarisation, tout en conservant une approche journalistique – soulignons que la *Gazette des femmes* a déjà remporté une vingtaine de distinctions journalistiques qui attestent de la crédibilité de sa production – notre magazine atteint un plus large public tout en permettant un plus grand rayonnement aux chercheuses en études féministes et aux groupes de femmes.

Comme les médias sont nombreux à s'approprier notre contenu pour le relancer sur la place publique, cet effet multiplicateur permet de susciter les débats et dans certains cas, de les devancer. Notre enquête sur la légalisation de la prostitution, menée il y a deux ans, a ainsi donné les éléments de réflexion qui ont aidé nos lectrices et les intervenantes du milieu à se faire une tête sur cette épineuse question qui déchire les féministes actuellement au Québec. Nous avons été les premières à lever le voile sur le visage des femmes itinérantes, une réalité complètement occultée, ainsi que sur la fin des menstruations, une

tendance médicale que personne n'avait encore remise en question. Nous avons également choqué bien des lectrices en osant aborder la crise identitaire des hommes après 30 ans de féminisme actif.

Parce qu'elle repose sur l'idéologie féministe, la *Gazette des femmes* se distingue par la constance de son propos: il y a une marge entre publier de temps à autre un article féministe, comme font les magazines féminins (que les trois quarts de la production imprimée contrediront) et se vouer totalement à la promotion des droits des femmes et à l'amélioration de leurs conditions de vie. Notre magazine se distingue aussi parce qu'il fait un pied de nez aux nouveaux diktats de la communication de masse qui régissent le marché de l'information plus que jamais aux prises avec le phénomène de la concentration des médias. Pour les magnats de presse, le contenu est secondaire, l'important est de vendre le plus d'abonnés aux annonceurs. En rupture avec cette logique économique, la *Gazette des femmes* n'ouvre pas moins ses pages aux annonceurs, tout en respectant une politique de publicité non-sexiste.

Parce qu'elle cherche à conscientiser les lectrices plutôt que de les distraire, à susciter les débats plutôt que de les occulter, la *Gazette des femmes* s'avère un joyau de notre patrimoine médiatique qu'il importe de conserver intact, dans toute son intégrité.

Claire Gagnon est rédactrice en chef de la Gazette des femmes.

Hedwige DEEMANS-DOULLET

En collaboration avec Florence DEGAVRE

La diffusion du savoir féministe L'évolution de l'Université des Femmes (Belgique)

Dans cet article, nous rendons compte du parcours d'un petit groupe de féministes dans sa volonté de fonder et de diffuser un savoir féministe en le rendant accessible en dehors des lieux traditionnels de production du savoir.

Période du GRIF (Groupe de Recherche et d'Information Féministe)

En 1971/1972 un groupe de "prise de conscience" se réunissait chez Françoise Collin. Plusieurs d'entre nous préparent la première "Journée des Femmes" où la participation dépasse largement tout ce qui était envisagé.

Notre groupe décide alors de préparer, pour la deuxième Journée des Femmes, un premier numéro d'un périodique intitulé *Les Cahiers du GRIF*, édité par au début par TRANSÉDITION, avec pour thème "Le féminisme pour quoi faire?". Le succès est fulgurant, tous nos numéros sont vendus en quelques heures. Il faudra le réimprimer plusieurs fois.

Nous décidons donc de continuer avec, chaque fois, un thème central et des informations sur l'actualité concernant les femmes. Les numéros sont préparés au cours de réunions informelles. La base de l'écriture, c'est le vécu, l'expression à partir de soi donc spontanéiste avec cependant une bonne qualité d'écriture (la majorité est universitaire). Le tirage est pour la Belgique important et la diffusion est internationale francophone (d'où considération dans le monde des revues et possibilité d'accéder aux subsides). *Les Cahiers du GRIF* poursuivent leur route pendant 5 ans de 1973 à 1978; 24 numéros ont été publiés. En 1979, une partie du groupe se retire pour créer un magazine féminin/féministe intitulé *Voyelles*. Ce magazine veut atteindre le grand public et proposer une alternative aux magazines féminins traditionnels. Il n'atteint pas son but et doit abandonner au bout de deux ans.

L'autre partie du groupe considère que la phase "prise de conscience" et expression spontanée a fait son temps et qu'il faut quitter le descriptif, approfondir l'analyse et élaborer la réflexion théorique.

Le GRIF se transforme alors en "GRIF – Université des Femmes". Le terme Université des Femmes a été adopté dans le même esprit que celui des "Open Universities" du Royaume-Uni, ou que celui des propositions d'"université de la deuxième chance" qui étaient débattues en Belgique à ce moment.

Pendant une première partie de son existence, l'UF n'a cependant pas réussi à être, pour les femmes, un équivalent des modèles cités plus haut mais elle a pu organiser des universités d'été résidentielles qui ont connu un bon taux de participation.

De fortes tensions idéologiques et financières ont ensuite entraîné une division de l'équipe. Une partie reprend une publication sous le titre *Les Cahiers du Grif*, édités à Paris aux éditions Tierce (de 1984 à 1993), puis, irrégulièrement, aux éditions Descartes à partir de 1996.

Deuxième période: l'Université des Femmes de 1982-2003

En 1982, l'«Université des Femmes» est créée par une partie de l'équipe précédente et nous décidons de publier un périodique *Chronique féministe* (600 à 700 exemplaires, selon les numéros) dont le style et la fréquence doivent permettre de coller à l'actualité socio-politique intéressant les femmes. Nous commençons à développer plusieurs activités.

Le statut institutionnel de l'UF est alors remanié. Association sans but lucratif, elle est reconnue comme Service Général d'Éducation Permanente. Cette reconnaissance permet d'obtenir annuellement un petit subside de fonctionnement mais qui est nettement insuffisant. Par contre, nous avons pu obtenir des postes de travail pour des employées peu qualifiées/ex-chômeuses. Finalement, depuis deux ans, nous avons pu recruter, mais seulement à mi-temps une coordinatrice générale de niveau universitaire.

Au cours de cette deuxième période, nous avons mis sur pied divers types d'actions. Nous distinguons cinq types d'activités qui illustrent le lien entre «l'activisme» féministe et la recherche: les activités de recherches (production d'un savoir féministe), l'amélioration de l'accès au savoir féministe, la diffusion d'une opinion féministe, la communication organisée autour du savoir et l'énoncé de revendications. Dans notre travail à l'Université des Femmes, nous avons toujours travaillé de façon à assurer un contenu scientifique et politique à nos activités. Nous nous efforçons à la fois de fonder scientifiquement les revendications féministes et de rassembler autour d'elles un maximum de femmes.

La production d'un savoir féministe: les recherches

Des recherches importantes ont été confiées à l'UF qui en a assumé la direction: le partage des responsabilités professionnelles, familiales et sociales (commandité par la Commission européenne), l'individualisation des droits en sécurité sociale¹ (Ministère des Affaires sociales), une synthèse sur la problématique de l'individualisation des droits en matière de sécurité sociale (Commission européenne).

Autour du cinquantenaire de l'octroi du droit de vote aux femmes, nous avons organisé deux actions: le dépouillement et la publication des débats parlementaires de 1830 à 1948 au sujet de la citoyenneté, de la nationalité, du droit de vote, etc., et l'organisation d'un colloque de deux jours autour du thème: «La démocratie à l'épreuve du féminisme». En ce qui concerne la publication des débats parlementaires, nous ne sommes pas arrivées à intéresser les professeurs de l'enseignement secondaire (pas plus sur l'histoire

des femmes que sur le sexisme à l'école, etc.). Ainsi, malgré les démarches faites, ce dossier ne s'est pas diffusé jusqu'à ce que, l'année passée, le Ministre Président de la Communauté française (lui-même historien et professeur d'université) nous rachète tout le stock et le fasse envoyer aux professeurs d'histoire de l'enseignement secondaire. En ce qui concerne le colloque, la publication des actes connaît une diffusion lente et par les circuits parallèles (presque pas de vente en librairie, pas de comptes rendus dans la presse). Les idées nouvelles qui y ont été développées n'arrivent pas à endiguer les idées toutes faites.

Sous les auspices du Ministère de la Communauté française, l'UF participe en collaboration avec une équipe de l'Université Libre de Bruxelles à un programme de coopération et d'échanges Belgique/Chili. Le thème du programme porte sur l'Égalité des Chances et la Citoyenneté et en particulier la question des violences subies par les femmes en rapport avec l'Égalité des Chances et la Citoyenneté.

Le développement et l'amélioration de l'accès au savoir féministe

Chronique féministe paraît régulièrement. Les numéros ont été d'abord assez modestes mais ils se sont étoffés progressivement. Nous voulons rester en contact avec l'actualité socio-politique belge et le monde de la recherche. Nous en sommes aujourd'hui à notre numéro 85.

Par rapport au support du savoir que sont les livres, nous avons transformé progressivement notre stock de livres en une bibliothèque ouverte au public: la Bibliothèque Léonie La Fontaine. Elle dispose maintenant d'un fonds de quelque 12.000 ouvrages et de très nombreuses revues actuelles ou éteintes. Le fonds qui suit pratiquement le féminisme depuis les débuts de la nouvelle vague est unique parce que la plupart de ces ouvrages ne figurent ni dans les bibliothèques publiques ni dans les bibliothèques universitaires. La bibliothèque élabore régulièrement des bibliographies en rapport avec les séminaires ou colloques organisés par l'UF.

Nous avons également commencé l'élaboration d'un thésaurus féministe européen (avec un groupe de françaises, nous travaillons sur le vocabulaire français) et avons par ailleurs entamé l'élaboration d'un dictionnaire biographique de féministes belges (connues ou peu connues). Nous avons constitué quelques dossiers et recueillis quelques interviews, mais avons dû interrompre ce travail faute de moyens. Nous avons toutefois commencé une collection à partir de certains récits de vie, des mémoires, un recueil d'articles.

Les formations organisées autour du savoir féministe

Sur la base d'un thème annuel (comme le pouvoir, l'énergie, le savoir et le faire, l'État, etc.) nous avons donné plusieurs cycles de conférences. Nous avons également organisé des séminaires de travail sur des problèmes de psychanalyse (le narcissisme, la différence sexuelle, etc.).

Pour que des femmes sans formation adéquate préalable puissent s'impliquer dans du travail de construction intellectuelle (constituer et recueillir des sources sur la vie de femmes ordinaires), nous avons organisé un séminaire sur les "récits de vie".

Nous avons également organisé des journées d'études, journées de formation et colloques (thèmes: le sexisme à l'école, la communication, le divorce, l'extrême droite, etc.) ainsi qu'une manifestation et une publication, *Ombre et Lumière*, consacrées aux femmes dans la production cinématographique.

À l'occasion de sa participation au colloque de Marseille (1993) sur Les Femmes et la Ville, l'UF a présenté "Les associations de femmes et la vie urbaine à Bruxelles". Elle s'est interrogée sur le rôle des associations de femmes siégeant à Bruxelles par rapport à la politique urbaine.

En 1999, nous avons participé à la célébration du cinquantième de la parution du *Deuxième Sexe*. L'UF était la correspondante belge pour celle-ci. Nous avons rassemblé séparément des groupes de femmes d'âge différent et avons discuté avec elles de la connaissance et de l'impact de la lecture du *Deuxième Sexe* sur leur vie ou leur engagement. Nous avons ensuite organisé une journée d'étude internationale sur cet ouvrage.

Nous avons aussi organisé un groupe de travail sur le féminisme des jeunes femmes nées après 1968. Nombre d'entre elles, y compris au sein de notre propre équipe, préfèrent s'engager dans les nouvelles luttes citoyennes plutôt que s'engager dans les luttes "purement" féministes. Or il semble que les féministes qui se trouvent dans ces nouvelles luttes n'y amènent pas des problématiques féministes. Ce dernier point constitue cependant un sujet de discussion au sein de notre équipe, partagée quant à cette interprétation.

Tout ce travail nous a cependant permis d'organiser un petit cercle de jeunes bénévoles, engagées, qui participent au comité de rédaction de *Chronique féministe*, à l'élaboration du programme de travail annuel, à la préparation des séminaires, donne des coups de main ponctuels.

Nous continuons à organiser des colloques et journées d'étude de préférence en rapport avec une actualité internationale ou belge (la démocratie à l'épreuve du féminisme, l'éducation permanente et les femmes, la vieillesse des femmes, la santé mentale, etc.).

Enfin, depuis cinq ans, nous organisons un séminaire formation de 45 heures (féminismes et développement, travail, protection sociale, famille, etc.). Le but est de faire le tour d'une question, d'inviter les intervenants (experts dans leur sujet) à développer une perspective féministe ou au moins à s'ouvrir à une telle problématique. L'UF des femmes incite les intervenants à développer une perspective féministe en préparant une sorte d'"exposé des motifs", en fournissant parfois des références ad hoc ou même en préparant tout un numéro de *Chronique féministe* sur le sujet du séminaire, etc. L'UF est

aussi disponible pour donner des cours et informations dans d'autres organisations.

Une de nos activités récurrentes consiste à organiser le "Prix de l'Université des Femmes". Pour favoriser le contact avec les universités, nous organisons chaque année l'octroi d'un prix (prix principal et prix secondaires) à des mémoires de fin d'études de l'enseignement supérieur universitaire ou non-universitaire qui porte sur un sujet utile pour les études féministes. Nous recevons en général une vingtaine de mémoires. Ces mémoires pourraient constituer la base d'une collection si nous en avons les moyens financiers.

Les liens avec les instances politiques

Nous avons organisé une campagne sur la question de la prostitution. L'UF a organisé une pétition et un voyage d'études pour rencontrer en Suède les principaux acteurs de la législation permettant de pénaliser les clients, organisé une conférence de presse, soumis aux parlementaires belges une lettre de réflexion, diffusé un texte sur la protection sociale actuelle des personnes prostituées, publié un numéro de *Chronique féministe* consacré au "Marché du sexe" (très rapidement épuisé). L'UF s'efforce maintenant d'influencer le très officiel Conseil de l'Égalité des Chances pour qu'il ne rende pas un avis favorable à la légalisation de la prostitution.

L'engagement féministe face aux institutions politiques

Nous venons d'énoncer les différentes facettes de l'articulation que l'Université des Femmes tente de faire vivre entre le militantisme et la recherche ou les travaux dits scientifiques. Nous avons également fait part des difficultés et des limites de notre travail. Dans cette partie-ci, nous examinons les liens que nous avons établi avec le pouvoir politique, dans la perspective de faire aboutir la mobilisation sociale et politique féministe.

La reconnaissance du "fait" scientifique féministe

L'UF a certainement joué un rôle dans le domaine des enseignements et recherches féministes dans toutes les disciplines. Bien qu'elle ait modestement mais fermement contribué à rendre plus féministes certains enseignants et chercheurs des universités, bien qu'elle soit la seule (du côté francophone) à disposer d'ouvrages permettant de se familiariser avec la littérature scientifique féministe, elle risque actuellement d'être un peu mise de côté par les nouvelles préoccupations de la Ministre qui a la politique d'Égalité des Chances dans ses attributions. Celle-ci souhaite amener les universités à organiser des cours de type "Women's Studies" et finance depuis deux ans des "Chaires d'Études Femmes". Cette initiative est très intéressante du point de vue de la valorisation des chercheuses et de leur production mais ne marque aucune reconnaissance symbolique ou financière du travail de valorisation du

savoir féministe auquel l'Université des Femmes, comme acteur non-universitaire, a pourtant contribué.

Nous sommes finalement déçues de voir qu'actuellement la Ministre subventionne des cours dans les universités où l'immense majorité des professeurs continue à vouloir ignorer les perspectives féministes, alors que celles qui, envers et contre tout, font ce travail depuis plus de vingt ans sont toujours dans une situation financière désastreuse.

La présence féministe dans les lieux de négociation: le rôle du Comité de Liaison des Femmes

L'articulation des organisations féministes en général avec "le" politique a été grandement facilitée par la création du Comité de Liaison des Femmes (CLF) qui est un organisme de coordination d'organisations de femmes: représentantes des structures "femmes" des syndicats, des partis, mouvements sociaux féminins, associations féministes, personnes à titre individuel. Cette coordination se veut un groupe de pression, elle est membre de l'officiel Conseil de l'Égalité des Chances qui rend des avis à la Vice-Première Ministre et Ministre de l'Emploi qui a l'Égalité de Chances dans ses attributions. Elle est également membre du Lobby Européen des Femmes. L'UF est membre de ce Comité de Liaison des Femmes. Il a donc été possible de faire adopter parfois totalement parfois partiellement, par le CLF diverses propositions qui provenaient de l'UF. Pensons par exemple au crédit de temps libre, à la critique de la réforme des pensions et aux propositions alternatives, à la motion sur la prostitution, etc. Ces questions peuvent ensuite être mises à l'agenda du Conseil de l'Égalité des Chances.

Le CLF est également membre du Lobby Européen des Femmes (qui donne un avis vers la Commission et le Parlement européens).

En guise de conclusion...nos craintes.

À l'heure actuelle, plusieurs questions se posent au militantisme féministe. Nous constatons des faiblesses au niveau du consensus entre les femmes, qui se traduit par exemple par un désengagement des organisations au sein du CLF. Ce désengagement risque de provoquer progressivement un décrochage entre "la base", les organisations de femmes, et celles qui ont la possibilité de faire avancer les choses autrement comme certaines femmes de partis. De même, l'engagement féministe des intellectuelles risque, soit de s'essouffler à cause de la faiblesse de leurs répercussions au sein des organisations sociales de femmes, soit de se transformer en petits comités d'expertes (lobbying), parfois écoutées par le pouvoir politique, mais partiellement coupées de la "base" et de ses responsables.

Bien que nous ayons été frappées par l'importance, en Belgique, de la mobilisation pour la Marche Mondiale des Femmes, les organisations de femmes qui s'efforcent d'être des groupes de pression, battent un peu de l'aile.

En ce qui concerne la production d'un savoir féministe, nous nous posons la question de ce qui est réellement féministe dans les recherches sur les femmes à l'université. La spécificité des recherches sur les femmes ne se dissout-elle pas dans la recherche universitaire? La question se pose également au niveau de ce qui est produit par l'Europe qui promeut principalement une vision de l'égalité entre les sexes comme un rattrapage des femmes par rapport aux hommes.

Hedwige Peemans-Poullet est historienne, présidente de l'Université des Femmes à Bruxelles.

Florence Degavre est doctorante-chercheuse en économie à l'Université Catholique de Louvain.

Nouvelles Questions Féministes

Université de Lausanne, Suisse

Renouveau et continuité

Nouvelles Questions Féministes est la plus ancienne revue féministe francophone, et elle constitue une ressource importante pour la réflexion des militantes, des chercheuses et des enseignantes féministes. Depuis notre petit bout de territoire suisse, cette revue a toujours été une référence pour nous aussi, et c'est donc avec enthousiasme que nous nous sommes investies dans sa relance. Nous allons retracer ici les grands traits de ce projet, qui s'inscrit dans la continuité du rôle que la revue s'est fixé depuis plus de 20 ans mais qui intègre aussi certains changements, notamment dans le fonctionnement de *NQF* et l'actualisation des thématiques qu'elle traite¹.

Vingt ans d'histoire

Présenter quelques éléments sur l'histoire de *Nouvelles Questions Féministes*, c'est d'abord avoir un regard sur sa pré-histoire, soit la naissance de *Questions Féministes*. En effet, *NQF* a succédé à la revue *Questions Féministes* que Simone de Beauvoir, Christine Delphy, Colette Capitan-Peter, Emmanuèle de Lesseps, Nicole-Claude Mathieu et Monique Plaza avaient fondée en 1977. La création de cette première revue a été un moment crucial pour élaborer et faire connaître dans le monde francophone les théories et les propositions du féminisme radical. Elle a cependant cessé de paraître après avoir publié huit numéros, principalement suite à des dissensions au sein du comité de rédaction.

En 1981, *Nouvelles Questions Féministes* est fondée par Simone de Beauvoir, Christine Delphy, Claude Hennequin et Emmanuèle de Lesseps. De nombreuses féministes se sont investies dans la revue au fil du temps. Contre vents et marées, d'ordre financier notamment mais aussi dans un contexte où le mouvement féministe s'est transformé et n'a plus la visibilité des années 70, elles maintiennent le cap, celui d'un féminisme radical, anti-essentialiste et matérialiste. Au cours de deux décennies d'engagement, la revue traite de thèmes variés, souvent à l'avant-garde de la réflexion féministe – théorique et politique. Elle diffuse des recherches provenant du monde entier, publiant des textes fondamentaux pour les études féministes mais jusqu'alors absents du débat francophone. *NQF* présente également des luttes de femmes dans différentes régions du globe, intégrant toujours le militantisme dans ses questionnements plus théoriques. Cette interaction nécessaire entre la recherche

¹ Certains passages de ce texte sont basés sur d'autres documents publiés à l'occasion de la relance de *NQF*: la plaquette de présentation de la revue (disponible auprès du secrétariat de rédaction de *NQF*: Université de Lausanne, Laboratoire interuniversitaire en Etudes Genre, BFSH2, 1015 Lausanne), et l'édition du 1^{er} numéro de *NQF* que la nouvelle équipe a sorti ("Questions féministes: des nouvelles de Suisse", Vol. 22, No 1, 2002).

et la lutte transparait clairement dans des numéros tels que “Particularisme et universalisme” (Nos 16-17-18, 1991), “Violences contre les femmes” (Vol. 18, No 2 et Nos 3-4, 1997), “La parité ‘pour’” (Vol. 15, No 4, 1994) et “La parité ‘contre’” (Vol. 16, No 2, 1995), ou “Féminismes d’Amérique latine et des Caraïbes” (Vol. 20, No 3, 1999) pour n’en citer que quelques-uns.

En 1999, un peu épuisé par le poids constant des tâches liées à la revue, et faute de moyens financiers, le comité de rédaction décide de suspendre la publication. Ce n’était pas la première interruption que vivait *NQF*, mais elle a été plus courte qu’on aurait pu le craindre. La revue se réorganise en effet en 2000, avec le renfort d’une large équipe de femmes de Suisse romande, menant à la publication du premier “nouveau” numéro le 14 juin 2001.

Relance depuis la Suisse

Mais comment donc *Nouvelles Questions Féministes* a-t-elle pu atterrir en Suisse romande? Cette question, nous l’avons entendue à plusieurs reprises lors du troisième colloque féministe international de Toulouse. Tout d’abord, soulignons que *NQF* n’est pas devenue une revue suisse. Elle est restée une revue internationale francophone, avec à sa tête un comité de rédaction franco-suisse, deux co-rédactrices responsables, Christine Delphy (France) et Patricia Roux (Suisse), et un secrétariat de rédaction tenu par Gaël Pannatier et basé à Lausanne (pour toute information: www.unil.ch/liege/nqf). L’ancienne équipe de *NQF* cherchait un nouveau souffle, et l’a trouvé à Lausanne. Tentons un retour sur la mise en place et les conditions de ce relais.

Mouvements et études féministes

Pour comprendre les forces disposées à s’engager dans la vie de *NQF*, il faut jeter un œil sur la situation du féminisme en Suisse, tant dans les luttes que dans son développement au sein des universités.

Comme dans beaucoup de pays européens, les années 80 en Suisse ont été marquées par une institutionnalisation des questions d’égalité et la conquête de droits formels et législatifs pour les femmes. Des droits il en faut, tout le monde est d’accord là-dessus. Mais encore doit-on y avoir accès et les voir appliqués. Passer du principe d’égalité à sa réalisation est alors devenu l’enjeu des mobilisations qui ont agité le pays. Le moment de rupture principal est incarné par une grève générale et nationale des femmes le 14 juin 1991, grève qui a traversé l’espace public, les entreprises et les foyers. Un certain nombre de collectifs féministes se sont réactivés ou ont émergé dans le sillage de cette grève, et depuis, la critique et les revendications féministes occupent le terrain sur un mode moins institutionnel et plus radical qu’au cours de la décennie précédente.

En écho et en interaction avec les forces politiques mises en mouvement, les études féministes commencent à sortir d’une certaine clandestinité dans les universités suisses. Jusque-là tributaires d’enseignantes, d’étudiantes et de

chercheuses isolées devant lutter pour justifier leurs choix théoriques et les implications politiques de ces choix, les études féministes acquièrent peu à peu un minimum de visibilité et de légitimité scientifique, y compris – car cela va de pair – des moyens financiers. Sans être exhaustives, quelques étapes marquent la reconnaissance institutionnelle des théories féministes en Suisse: en 1995, l'Université de Genève met en place en DEA en Études Genre, commun par la suite avec l'Université de Lausanne. En 2000, cette dernière crée le premier poste de professeure en Études Genre, suite à une grève des étudiant/es qui revendiquaient, entre autres, une chaire d'études féministes. Deux ans plus tard, l'Université de Bâle met en place un poste du même genre, et dans les mois qui suivent, la première école doctorale en Études Genre ouvre ses portes.

Ce processus d'institutionnalisation des études féministes se reflète également dans le développement de nouveaux réseaux qui permettent de visibiliser ce champ d'analyse et de former une masse critique au sein des universités. Signalons en particulier le réseau LIEGE (Laboratoire interuniversitaire en Études Genre), créé par une équipe de Lausanne en 2001. Tant par les forces qu'il a mises en contact que par les subventions dont il bénéficie², ce réseau a joué un rôle central dans la relance de *Nouvelles Questions Féministes*. Le LIEGE s'est doté d'une structure horizontale, intégrant les étudiant/es, les doctorant/es, les chercheur/es et les professeur/es qui inscrivent leur réflexion et leurs projets scientifiques dans une perspective féministe. Contribuant à impulser une dynamique collective qui favorise la recherche féministe et comprenant plus de 200 membres en Suisse (romande surtout), il prend une part très active à *Nouvelles Questions Féministes*: une trentaine des membres du réseau fait partie du nouveau comité de rédaction de la revue, et la coordination du LIEGE englobe aussi le secrétariat de rédaction de *NQF*.

Et une touche de hasard

Passons à la “petite” histoire. Début 2000, sur la base de leurs engagements dans des collectifs et dans le développement des études féministes, plusieurs d'entre nous songeaient à mettre sur pied, à terme, une revue qui permettrait d'établir des liens entre la réflexion théorique féministe, la recherche empirique et le terrain des luttes sociales. Le “hasard” s'est alors chargé de précipiter le projet.

En effet, en janvier 2001, dans le cadre de son enseignement à l'Université de Lausanne, Patricia Roux invitait Christine Delphy à donner une conférence sur le patriarcat. Parallèlement, divers collectifs féministes se regroupaient pour organiser un débat public sur l'avortement qui allait faire l'objet d'une votation

² Le LIEGE est financé (subvention assurée pour trois ans) par le Programme fédéral à l'égalité des chances, qui vise à promouvoir les carrières scientifiques féminines, et le Rectorat de l'Université de Lausanne. Informations sur le LIEGE: www.unil.ch/liege.

en Suisse, auquel elle était également conviée à participer³. Au bout du compte, ce furent trois jours d'échange et de discussion durant lesquels l'idée d'une collaboration franco-suisse pour relancer *Nouvelles Questions Féministes* a pris forme; voilà pourquoi on peut aussi parler de hasard. Nous avons des forces à investir dans un projet de ce type et la rencontre avec Christine Delphy est tombée au "bon" moment, c'est-à-dire au moment où l'équipe de rédaction française voulait être relayée, souffler un peu après des années d'investissement dans la revue.

Débuts de la relance

Dans l'enthousiasme, un petit groupe de huit personnes, composé d'assistantes, de maître-assistantes et de professeures, s'est alors organisé à Lausanne pour élaborer le projet. Il s'agissait pour nous non pas de redéfinir la ligne de la revue, car nous tenions à ses orientations théoriques et à son engagement politique, mais de l'intégrer dans la dynamique actuelle de la réflexion féministe, revivifiée par les nouveaux collectifs et la possibilité dorénavant envisageable, pour les études féministes, de se dépouiller de leur statut "scientifiquement" illégitime.

À l'issue d'une rencontre avec les "anciennes" du comité de rédaction, il a été décidé de reprendre la gestion de la revue à Lausanne, de la co-diriger, et de redéfinir son fonctionnement de façon à ce que *NQF* contribue au mouvement dans lequel s'inscrivent les recherches et les revendications féministes actuelles.

Dans cette idée, nous avons proposé un notable élargissement du comité de rédaction, intégrant désormais près de cinquante chercheuses et militantes féministes⁴. Celui-ci devient ainsi le carrefour d'expériences multiples: par les ancrages disciplinaires de ses membres (sociologie, littérature, science politique, histoire, anthropologie, philosophie, droit), par sa composante intergénérationnelle (plus de la moitié n'ont pas la trentaine ou à peine), par la diversité des formes d'engagement dans lesquelles les membres sont investies.

Continuité et changements

NQF reste une revue féministe radicale

Nouvelles Questions Féministes se consacre toujours au développement et à la diffusion de réflexions théoriques et politiques ancrées dans les mouvements et les actions féministes, dans une perspective fidèle à la position critique qui a fait son originalité depuis ses débuts. Les analyses de *NQF* d'hier et d'aujourd'hui se fondent sur le refus d'expliquer la subordination des femmes aux hommes et leur discrimination par la nature et la biologie. Les "femmes" et les "hommes" sont des catégories sociales produites *par* et *dans* des rapports de pouvoir organisés en système, le système de genre. Malgré tous les discours

³ Plus de 200 personnes ont pris part à chacun de ces deux événements.

⁴ Les Françaises qui sont restées dans le nouveau comité de rédaction sont Françoise Armengaud, Christine Delphy, Jules Falquet et Ghàiss Jasser.

actuels sur l'égalité entre les sexes, les positions sociales des femmes et des hommes demeurent hiérarchisées et contraignent les premières à entretenir une relation de dépendance matérielle et symbolique avec les seconds.

Dans une perspective anti-essentialiste et qui vise à une transformation radicale des rapports sociaux, *NQF* continue à déconstruire la division arbitraire des sexes qui structure l'ensemble de l'organisation sociale et légitime l'ordre patriarcal, partout dans le monde et sous des formes diverses. Dans ce but, la revue diffuse des articles et des témoignages provenant des sociétés occidentales, mais aussi d'autres régions et sociétés. Les oppressions vécues par les femmes étant multiples, elle se veut également ouverte à toute étude où le genre s'articule avec d'autres systèmes de catégorisation, de hiérarchisation et de pouvoir qui organisent les rapports sociaux – la classe, la "race" et l'ethnie, et la sexualité notamment.

Renouveau de l'équipe et de l'organisation de la revue

Fort de près de cinquante personnes, le rôle du comité de rédaction est surtout de définir les thématiques autour desquelles les numéros de *NQF* sont organisés, leurs orientations scientifiques et politiques, le profil que la revue doit adopter. La réalisation même des numéros se fait par contre en groupes de coordination restreints, constitués sur la base des intérêts et des compétences des membres du comité pour le dossier principal du numéro, chaque groupe décidant des modalités de son fonctionnement. Cette manière de procéder respecte les possibilités d'investissement de chacune, tout en assurant une diversité des contributions.

La présence d'un bon nombre de jeunes féministes au sein du comité de rédaction est un élément important dans la dynamique de la revue. *NQF* souhaite donner de l'espace à de nouvelles générations, dans sa construction et dans les articles qu'elle publie. Notamment, dans l'idée que la revue peut soutenir le développement des études féministes, l'équipe offre un appui particulier aux chercheuses féministes qui sont en début de parcours.

Un autre moyen que nous nous sommes donné pour ouvrir les colonnes de la revue le plus largement possible est la diffusion d'appels à contributions pour le dossier principal de chaque numéro. Ces appels cherchent à cibler non seulement les milieux universitaires mais aussi les collectifs militants impliqués sur les questions traitées dans le dossier. Les articles sont évalués par le groupe de coordination qui s'occupe du numéro, et chacun d'eux l'est aussi par une relectrice anonyme.

L'ensemble de la revue est structuré autour de différentes rubriques qui se retrouvent dans chaque numéro. Le "Grand angle" propose un dossier thématique qui donne la couleur du numéro. Les trois numéros de 2002 ont ainsi traité des violences envers les femmes, de la garde parentale, de la prostitution, et des répertoires du masculin. La rubrique "Champ libre" publie des articles qui ne sont pas liés au thème spécifique du numéro, permettant principalement

d'intégrer des textes "spontanément" soumis à la revue. Le "Parcours" est consacré à un entretien avec une militante ou une intellectuelle qui retrace sa trajectoire féministe, ou analyse l'itinéraire d'une expérience, d'une idée, d'une théorie. Les "Comptes rendus" concernent aussi bien des ouvrages que des colloques ou des manifestations militantes qu'il est intéressant de mettre en perspective. Enfin, la rubrique "Collectifs" donne la parole à des associations, des réseaux ou des groupes de recherche féministes qui veulent présenter leurs activités ou ouvrir un débat sur les problèmes auxquels ils sont confrontés.

Ces rubriques montrent à la fois l'importance que nous accordons au développement de la recherche féministe et notre volonté de participer au renouvellement du féminisme, en relayant les expériences des femmes (et des hommes) engagées sur le terrain des luttes. Reflet de ces dernières, lieu de débat théorique et politique, outil d'échange, la revue tient à s'inscrire dans le mouvement qui, aujourd'hui, rassemble de nouvelles forces militantes et intellectuelles investies dans un projet d'éradication du patriarcat.

Aperçu des projets

Il est encore un peu tôt pour parler du futur de *Nouvelles Questions Féministes*, car nous sommes encore dans le mouvement de la relance, le comité de rédaction n'étant qu'à ses débuts dans le processus de construction qui le conduira à se constituer en collectif. Néanmoins, un constat peut déjà être fait: l'équipe est pleine d'énergie et confiante quant à la longévité de la revue dans sa formule actuelle.

Preuve en est l'agenda des prochains numéros. Les idées de thèmes et les groupes de coordination sont assez nombreux pour remplir des années de publication. Pour vous donner un aperçu des projets et l'envie d'y contribuer, voici les dossiers programmés pour 2003 et 2004: "Discipline/Indiscipline. La volonté de faire science?" – avril 2003, "Féminisme et histoire littéraire" – juin 2003, "(Contre)sens politiques de l'égalité" – novembre 2003, "À la croisée des disciplines" – mars 2004, "Post-communisme en transition: Genre et État" – juin 2004, "Famille-Travail: une perspective radicale" – automne 2004.

L'enjeu pour *NQF* est désormais de continuer à bénéficier du soutien de ses lectrices de toujours et, simultanément, de toucher un nouveau public. Beaucoup de femmes se sont montrées enchantées que la revue reprenne ses activités, et de manière générale, l'accueil a été bon en 2002, bien relayé, qui plus est, par les médias. Le nombre d'abonnements et de ventes au numéro est très encourageant (la revue est tirée à 1200 exemplaires). Vu l'insertion en Suisse de la majorité de l'équipe et du secrétariat de rédaction, la présence de *NQF* dans ce pays s'est énormément renforcée. Demain, le défi va être de reconquérir le lectorat de *NQF* en France car le plein de réabonnements est loin d'être atteint, et de l'élargir pour que la revue contribue au développement de la recherche féministe et à l'action politique.

Gaël Pannatier est secrétaire de rédaction.

Patricia Roux est co-directrice en chef, professeure à l'Université de Lausanne, Suisse.

Quelques remarques sur les publications et éditions des “recherches féministes” en France

Je ne relèverai pas le défi que m’a lancé Hélène Rouch, à savoir dresser un bilan sur la publication et la diffusion des recherches féministes en France depuis 1982. C’est une entreprise qui mériterait une étude systématique et approfondie. Je propose beaucoup plus modestement un aperçu de la situation aujourd’hui et quelques réflexions sur l’évolution perceptible depuis la tenue du colloque Femmes Féminisme et Recherches de 1982.

Admettons d’emblée que par “recherches féministes”, utilisée dans le titre même du colloque qui nous réunit ici à Toulouse, j’entends (abusivement) les recherches concernant les femmes, les rapports sociaux de sexes, les masculinités, le genre et les féminismes, autant de travaux qui ne se rangeraient pas tous d’eux-mêmes sous ce label. Je n’ouvre pas la discussion sur ce point controversé¹, mais rappelons-nous que cette appellation ne va pas de soi et qu’elle est adoptée ici plus par commodité que par un quelconque postulat idéologique. Cette ambiguïté est même une des clés pour comprendre l’éparpillement et quelque fois les freins de la diffusion et de l’édition dans ce domaine.

Quel est mon regard sur cette question? Celui d’une praticienne de l’histoire des femmes et des féminismes et co-animatrice de la revue *Clio Histoire Femmes et Sociétés*, sans cesse confrontée à des besoins de diffusion et d’accès à une nourriture indispensable sur les thématiques femmes/genre/féminisme. J’entends par là des produits de la recherche et, plus généralement, des travaux qui permettraient d’approfondir une réflexion politique et philosophique sur ces sujets.

Tenter de prendre la mesure de la publication et de la diffusion de la recherche féministe relève également d’un questionnement historique sur la réception du féminisme. Mettre en valeur la surface intellectuelle et culturelle des féminismes me semble un enjeu important pour combattre l’invisibilité des acquis et l’occultation des luttes, pour souligner un aspect encore peu étudié et permettre une meilleure prise en compte de l’histoire des féminismes dans l’histoire du XX^{ème} siècle².

¹ Elle avait été contestée en 1982 d’où sa présence atténuée sous la forme “ femmes, féminisme et recherches ” dans l’intitulé du colloque d’alors.

² Le numéro de la revue *Clio Histoire Femmes et Sociétés* consacré aux Intellectuelles souligne l’importance des féministes, en tant qu’intellectuelles, à travers notamment un article de Sylvie Chaperon sur la génération de Beauvoir, deux articles (Geneviève Fraisse et Liliane Kandel) consacrés à l’éditrice Françoise Pasquier, qui venait de disparaître, et un entretien avec la philosophe à Françoise Collin (par Florence Rochefort et Danielle Haase-Dubosc). *Clio Histoire Femmes et Sociétés* “ Intellectuelles ” dirigé par Florence Rochefort 13/2001. (l’éditorial et les résumés sont consultables sur le site <http://clio.revues.org>).

Un premier constat s'impose d'emblée pour qui s'interroge sur le paysage éditorial français d'aujourd'hui du point de vue qui nous intéresse: la disparition des maisons d'édition spécifiquement consacrées aux thématiques femmes/féminisme a laissé un grand vide. Les éditions des femmes, fondées en 1974, diffusent toujours les titres disponibles de leur catalogue mais elles ont arrêté leurs activités d'éditrice. Les éditions Tierce, fondée en 1977 par Françoise Petitot et Françoise Pasquier, dirigée par cette dernière, se sont dissoutes en 1994, après avoir pris auparavant un tournant plus strictement littéraire (Deuxtemps/Tierce)³. Les éditions côté-femmes, qui ont, un temps, tenté de prendre la relève – principalement par la réédition de textes anciens – ont réduit leurs activités sur ces thèmes au sein de leur association avec les éditions d'art indigo (indigo-côté femmes). La promotion des livres écrits par des femmes ou concernant les questionnements féministes n'apparaît peut-être plus comme une nécessité. Pourtant ce travail éditorial de découverte et de passage entre des univers culturels différents n'a pas vraiment trouvé de relais. Entre l'ouvrage "scientifique" et le livre de vulgarisation, souvent confié à des non-spécialistes peu scrupuleux, l'espace de l'essai ou du livre savant et grand public est très étroit.

Cette absence éditoriale, conséquence directe du reflux des mobilisations féministes, s'accompagne de la disparition de librairies "femmes" et des collections spécifiques qui avaient vu le jour chez les éditeurs généralistes (après le succès de la première du genre dirigée par Colette Audry en 1964 chez Denoël⁴). Ces transformations sont aussi à situer dans un contexte de durcissement et de concentration financière dans la profession qui a entraîné la disparition de nombreux éditeurs indépendants.

La production de livres n'a pourtant pas fléchi. Elle s'est même enrichie du développement des études féministes et des travaux universitaires, colloques, rééditions, traductions qui en découlent (bien que trouver un éditeur ne soit pas toujours chose commode). Le succès du mouvement pour la parité et les mobilisations gays et lesbiennes (qui ont stimulé la création de plusieurs librairies et impulsent aussi des réseaux d'édition, EPEL, par exemple) ont été les principaux ressorts d'un renouveau éditorial dans les années 1990⁵. Dans l'ensemble, la production, moins militante et plus intellectuelle, a trouvé un accueil chez les éditeurs mais elle n'atteint pas les mêmes tirages que dans les années 1970, sauf exception comme *L'histoire des femmes* dirigée par Michelle Perrot et Georges Duby, récemment rééditée en poche. La crise qui touche le livre de sciences humaines n'épargne pas les livres d'étude sur les femmes et le genre.

³ Un site lui est consacré qui répertorie les livres qu'elle a publiés: fpasquier-editrice.org.

⁴ Livre Hebdo n° 15 9/4/1984 repère 14 collections féministes créées depuis cette date (1964) dont 3 sont alors encore en activité.

⁵ Les éditions EPEL ont édité notamment *Marché au sexe* une traduction de textes de Gayle S. Rubin et de Judith Butler, 2001.

Les titres sur femmes et genre sont cependant mieux intégrés qu'auparavant à des catalogues généraux par discipline (rançon de leur succès académique). Ce phénomène témoigne d'une meilleure intégration de ces problématiques au sein du débat intellectuel, même si l'institutionnalisation des recherches féministes reste bien en deçà des espoirs exprimés en 1982. On peut s'interroger pourtant sur les critères auxquels ces travaux répondent et sur le poids des contraintes – coupures drastiques infligées à des thèses, suppression des notes, limitations bibliographiques... Parfois stimulantes, certes, les diktats éditoriaux ne sont pas toujours bénéfiques pour la qualité de l'ouvrage en tant qu'outil de recherche.

Le renouveau d'intérêt pour ces thématiques est aussi perceptible par la création de quelques nouvelles collections spécifiques. La collection "Bibliothèque du féminisme" est une initiative impulsée et réalisée par l'ANEF (Association nationale des études féministes)⁶. D'abord entreprise en 1991 chez côté-femmes avec quatre titres dont des textes théoriques de référence comme ceux de Claude-Nicole Mathieu et de Colette Guillaumin, l'expérience s'est poursuivie depuis 1994 chez l'Harmattan avec une vingtaine d'ouvrages publiés. La collection poursuit la diffusion d'un féminisme radical et théorique, illustré, notamment, par le recueil d'articles de Paola Tabet et les études sur Simone de Beauvoir mais elle ne s'y cantonne pas uniquement et sans doute son intitulé, tel qu'il est parfois compris, ne rend-il pas toujours compte de choix plus éclectiques qui concerne l'histoire, l'analyse littéraire, la sociologie, la musicologie: des *Lettres de Catherine de Saint Pierre à son frère Bernardin* (Lieve Spaas) au *Sexe en linguistique* (Claire Michard).

Le CEDREF de l'université Paris 7 a mis en place, en 1995, une série "Colloques et Travaux": quatre ouvrages, issus de colloques internationaux, portant sur les femmes et l'Europe, "la démocratie à la française", les féminismes et le nazisme, et un bilan de 25 ans de recherches féministes ont été publiés.

La Collection "Nouvelles Questions féministes" créée par Christine Delphy en 1998 chez Syllepse s'est dans un premier temps consacrée à la publication de recueils d'articles de sa directrice et à celle d'ouvrages sur Simone de Beauvoir, l'important colloque, notamment, organisé pour le cinquantenaire du Deuxième Sexe (dirigé par Sylvie Chaperon et Christine Delphy). Le récent livre de photographies de Catherine Deudon apporte un témoignage iconographique précieux sur l'histoire du mouvement (*Un mouvement à soi* 1970-2001).

Créée aux Presses Universitaires du Mirail en 1998, la collection "Masculin/Féminin" est le fruit d'une initiative collective, celle de l'équipe de recherche Simone-SAGESSE. Quatre ouvrages ont été édités, directement issus de l'activité du groupe: colloques ou livres des membres de l'équipe⁷. Un

⁶ Collection dirigée par Oristelle Bonis, Dominique Fougeyrollas, Hélène Rouch.

⁷ Jacqueline Martin (dir.), *La parité: enjeux et mise en œuvre*, 1998; Nicky Le Feuvre, Monique Membrado et Annie Rieu (dir.), *Les femmes et l'Université en Méditerranée*, 1999; Irène Corradin et Jacqueline Martin (dir.),

manuel sur la sociologie des rapports sociaux de sexe est en préparation. L'objectif pour les années à venir est d'ouvrir cette collection aux travaux de recherche effectués dans d'autres lieux, de publier des thèses et de diffuser en langue française des ouvrages fondamentaux⁸.

La collection "Le genre du monde", dirigée par la sociologue Danièle Kergoat aux éditions La Dispute depuis 2001, s'attache, elle aussi, à publier des travaux de jeunes chercheuses (ou chercheurs) et des livres de référence, encore inexistants en français. On lui doit la parution pour la première fois en français du texte important du sociologue américain, Erving Goffman, *L'arrangement des sexes* (1977), présenté avec soin par Claude Zaidman. La collection choisit davantage la question des rapports hommes-femmes que le féminisme comme axe central. Sans subvention ou aide spécifique, elle vise un public qui ne se cantonne pas au monde académique⁹.

Ces directions de collections reposent en grande partie sur des engagements bénévoles et militants et ne rétribuent en général que peu, ou pas du tout, leur auteur/es. Elles sont portées par des chercheuses ou des centres de recherches et le lien étroit avec un regard éditorial plus "généraliste" a quelque peu disparu. Cette spécialisation académique ne trouve pas toujours les vecteurs nécessaires à sa diffusion dans un cercle moins fermé ou dans les milieux scolaires. Plus "intelligente", la recherche sur les thématiques féministes est parfois moins intelligible et pas toujours autant immergée dans le débat social que le souhaiteraient leurs initiatrices. La place faite dans ces collections (du moins les trois premières) aux livres collectifs, issus de colloques ou de séminaires, répond, en revanche, à un réel besoin pour des publications qui trouvent difficilement à être éditées (sauf quelque fois dans les presses universitaires), alors qu'elles livrent souvent des pistes de recherche tout à fait nouvelles et originales.

Dans ce paysage éditorial, les revues spécialisées occupent une place particulière¹⁰. Elles diffusent plus rapidement les travaux, confrontent les problématiques et s'ouvrent davantage à des auteur/es jeunes et étrangers. À travers les comptes rendus d'ouvrages, elles offrent aussi un précieux vecteur d'informations. On compte désormais deux revues de sociologie, *Les Cahiers du Genre* (liés au GERS CNRS) et *Travail Genre et Société* (lié au groupe MAGE CNRS), une revue d'histoire des femmes et du genre *Clio Histoire Femmes et Sociétés* (revue indépendante publiée par les PUM à Toulouse), les revues pluridisciplinaires comme les *Cahiers du CEDREF* (CEDREF/Université Paris 7), *Les cahiers masculin/féminin* (Université Lyon 2/P.U.L), *Nouvelles Questions Féministes* (éditée désormais par des universitaires suisses), et des

Les femmes sujets d'Histoire: À la mémoire de Marie-France Brive, 1999; Daniel Welzer-Lang (dir.), *Nouvelles approches des hommes et du masculin*, 2001.

⁸ Entretien avec Nicky Le Feuvre septembre 2002.

⁹ Entretien avec Danièle Kergoat septembre 2002.

¹⁰ Sur les revues d'histoire des femmes et du genre voir *Clio Histoire Femmes et Sociétés* 16/2002 "L'Histoire des femmes en revues France-Europe".

bulletins d'association (Bulletin de l'ANEF, d'Archives du féminisme, de Mnémosyne, site de la SIEFAR Société internationale pour l'étude des femmes de l'Ancien Régime). La revue *Lunes* qui se situe dans un créneau pluridisciplinaire plus vulgarisateur – et édite aussi quelques ouvrages – accomplit un important travail de recensions. Les revues militantes comme *Pro-choix* ou *Lesbia magazine* sont, elles aussi, très attentives aux recherches féministes et s'en font souvent l'écho. Chacune de ces structures est dotée, ou est en train de se doter d'un site web, outil appelé à devenir primordial pour la diffusion des livres, des revues et des recherches. Dans diverses revues de sciences humaines, les numéros spéciaux sur les questions de genre sont, par ailleurs, de plus en plus fréquents et permettent d'élargir les publics visés¹¹.

À partir de ce court panorama qui souligne un dynamisme certain, on peut aussi pointer des manques évidents. On pourrait s'appesantir sur le manque de diffusion ou la coupure avec d'autres enjeux politiques et sociaux majeurs, j'insisterais sur deux autres points: la trop faible ouverture sur l'étranger, d'une part, et la coupure avec la sphère culturelle, d'autre part. Les traductions de livres étrangers nous manquent cruellement et, comparée à d'autres pays, la France fait vraiment grise mine en la matière. Ce déficit est encore plus sévère pour les langues moins facilement accessibles que l'anglais, comme l'allemand, l'italien, l'espagnol, le portugais ... alors que se développent dans les pays concernés des travaux pionniers sur les femmes et le genre. Sans doute manque-t-il, là encore, un relais militant ou associatif (européen?) qui pourrait pallier cette grave lacune puisque les éditeurs (même ceux qui accueillent des collections femmes), rechignent à investir dans des traductions. Autre élément préjudiciable à nos réflexions: la coupure disciplinaire qui nous éloigne de la production artistique, littéraire et philosophique. La proximité d'une production intellectuelle et culturelle est une des richesses perdues avec la disparition des éditions féministes et des revues comme les *Cahiers du Griff* dirigés par Françoise Collin (qui ont dû cesser leur parution avec la fermeture des éditions Tierce et n'ont ensuite publié que quelques numéros, aux éditions Descartes&Cie). Or, la recherche, comme la pensée, a besoin d'imaginaire et de "nomadisme"¹² pour se renouveler, trouver d'autres formes de débats et échapper aux ornières d'une "science féministe".

¹¹ Parmi les récents numéros spéciaux de revue, on remarque notamment: *Esprit* "L'un et l'autre sexe" coordonné par Irène Théry (mars-avril 2001); *Cahiers d'histoire* "Sexualité et domination" coordonné par Sylvie Chaperon (84-2001); *Vingtième Siècle* "Histoire des femmes, histoire des genres" dirigé par Raphaëlle Branche et Danièle Voldman (75-juillet-septembre 2002), *Le Mouvement social* "féminin et masculin" dirigé par Anne-Marie Sohn (198-janvier-mars 2002)

¹² Pour reprendre l'expression de Rosi Braidotti.

etudesfeministes-l

La diffusion des études féministes par Internet

En 1993, ma vie a changé. Lors d'une conférence américaine sur l'histoire des femmes, j'ai appris l'existence de "listes mail" sur Internet, et plus spécifiquement d'une sur les études féministes (WMST-L, créé par Joan Korenman). Même s'il fallait apprendre les commandes informatiques archaïques, ma participation à ce forum électronique marquait un tournant dans ma vie. Je n'étais plus isolée. Dorénavant, j'étais au courant des conférences et parutions de livres. La veille d'un colloque, lorsqu'il me manquait une information importante pour ma communication, il suffisait d'envoyer ma question aux 4000 chercheuses de la liste, et voilà: quelques minutes plus tard, j'avais les références recherchées. Une étudiante qui veut faire une maîtrise sur un sujet que je connais peu? Des expertes me conseillent. Mes amies et collègues virtuels se multiplient de façon exponentielle.

Malgré mon enthousiasme, l'ethnocentrisme de cette liste dite "internationale" et d'autres qui se créent, me posait problème. La vaste majorité des "abonnées" vivaient aux Etats-Unis, où nos paires disposent de ressources infiniment supérieures et, services informatiques à l'appui, elles s'étaient lancées dans le cyberspace rapidement. La prédominance de la langue anglaise n'est même pas discutée, et les présupposés abondent: même si Paris n'était pas supposé être dans le Texas, il allait de soi que Canton, Oxford, Toledo, et Versailles sont dans l'Ohio, Milan dans le Michigan, et Birmingham, dans l'Alabama. D'autre part, la vision du monde et du féminisme mondial se résumait à l'axe Amérique du Nord – Tiers monde – Europe de l'Est.

C'est ainsi que j'ai soutenu le besoin de créer d'autres listes au sein du réseau européen d'études féministes, WISE, et nous avons lancé WISE-L que j'anime depuis son démarrage en 1996. Cette liste est un succès mais, alors que nous avons œuvré pour un échange polyglotte et international, l'anglais continue à dominer et nous n'avons jamais attiré plus d'une poignée de francophones. Nous ne savons pas combien de *francophones* participent à WISE-L, puisque nos abonnées ne peuvent être triées que par pays, mais il y a rarement eu plus de deux ou trois Françaises. Une fatalité, me dit-on, car les français/es sont allergiques à la technologie.

Convaincue du contraire, l'équipe Simone crée la liste *etudesfeministes-l*. Après 18 mois de péripéties techniques avec les diverses instances et services universitaires (WISE-L, accueillie par le réseau des universités finlandaises s'est mis en route en quinze jours), la liste a été lancée fin janvier 2002, avec Emmanuelle Latour, Nathalie Lapeyre, et moi-même comme "marraines".

Etudesfeministes-l est la première et seule liste d'études féministes en langue française. Elle a pour vocation de créer, à l'intérieur de la francophonie, un lieu de débat et d'échange pluri- et inter-disciplinaire en études féministes et/ou sur les femmes et sur le genre. Nous relierons des francophones de toutes les

régions du monde qui s'intéressent à l'enseignement, la recherche et la diffusion des travaux. Contrairement aux autres listes, nous encourageons l'envoi des sommaires de revues, des "publicités" pour les articles et ouvrages publiés par nos participantes, ainsi que les demandes d'aide logistique. *Etudesfeministes-l* n'est pas une liste féministe militante "généraliste"; d'autres listes remplissent cette fonction et nous renvoyons les intéressé/es à celles-ci. Cela ne veut pas dire qu'elle ne doit pas inciter de l'action, mais seulement sur des questions concernant les études féministes ou faisant appel à notre rôle de chercheuses féministes. Par exemple, quand les organisatrices du Colloque international d'études féministes francophones (Ruptures, Résistances et Utopies, Toulouse 2002) ont appris qu'une participante camerounaise s'est vue refuser son visa pour la France, nous avons essayé de faire pression sur le gouvernement français pour qu'il change de position, hélas sans résultat. Avec la généralisation de l'accès à Internet dans le monde, *etudesfeministes-l* peut être un moyen de communication et de diffusion des études féministes, large et démocratique, à travers la planète.

La liste relie quelques 450 "abonnées". Nous ne disposons pas de chiffres par pays car le logiciel de gestion (Sympa) ne le permet pas, mais les Françaises semblent être les plus nombreuses, suivi par les Canadiennes, mais il y a des participantes de tous les pays francophones. L'un des aspects étonnants de cette liste est la participation de nombreuses "non francophones" (des Portugaises, des Turques, etc.) qui, ne parlant pas l'anglais, profitent d'*etudesfeministes-l* pour nouer des contacts. Nous avons également un contingent très important d'étudiantes et de doctorantes.

Le volume de messages, trois à quatre par jour en moyenne, situe *etudesfeministes-l* parmi les listes très actives, mais de taille "raisonnable". La plupart de ces messages sont d'ordre informatif (colloques, parutions, appels à contributions, demandes de bibliographies, etc.) mais nous avons constaté, depuis quelques mois, une augmentation de débats de fond: sur la prostitution, la parution de livres controversés, la masculinité et l'intégrisme. Nous n'avons pas réussi à débattre de façon constructive des questions concernant Israël, la Palestine et l'antisémitisme, ni des femmes et de la guerre.

Bien que la liste soit un succès, quelques problèmes sont à noter. Les informations concernant la France ont tendance à dominer au détriment d'une perspective plus globale. De plus, les participantes sont parfois quelque peu "contentieuses" (à emprunter le terme de l'historien Charles Tilly). Elles sont moins disciplinées que les participantes d'autres listes. Nombreuses sont celles qui n'ont pas lu et qui ne respectent pas les consignes expliquées dans le mode d'emploi, reçu au moment de l'inscription. Des demandes d'ordre technique, notamment de désinscription, sont envoyées régulièrement au groupe entier, au lieu de suivre les instructions simples pour le faire soi-même. Certaines persistent à envoyer des messages sans rapport avec les objectifs de la liste. Cela pose problème dans la mesure qu'*etudesfeministes-l* n'est pas modérée, c'est à

dire que les informations ne sont pas filtrées auparavant. Quand il y a des messages inappropriés, les animatrices doivent intervenir à posteriori.

Si nous n'avons pas encore atteint les 600 participantes que nous projetions au départ, la résonance d'*etudesfeministes-l* ne peut se résumer à ses 450 abonné/es. Le moteur de recherche Google montre 1240 pages Web qui font référence à la liste, ce qui n'est pas loin du nombre d'occurrences pour les listes établies depuis longtemps. Et surtout, beaucoup de participantes occupent des positions qui leur permettent de rediffuser nos messages de façon plus large. Par exemple, parmi nous se trouvent des membres de comités de rédaction de revues de plusieurs pays, l'une des responsables de la bibliothèque féministe Marguerite Durand, des animatrices d'émissions de radio, des actrices politiques notamment dans les politiques d'égalité hommes-femmes, des journalistes et des responsables d'équipes et d'instituts de recherche en études féministes.

Pour s'abonner à *etudesfeministes-l*, aller à <http://listes.univ-tlse2.fr/wws>. Cliquez sur *etudesfeministes-l* et laissez-vous guider.

Judith Ezekiel, membre de l'équipe Simone-SAGESSE à l'Université de Toulouse-Le Mirail, est l'auteure de *Feminism in the Heartland* (Columbus: Ohio State University Press, 2002). Elle a écrit des articles sur le féminisme américain et français, les mouvements sociaux et les utopies, l'anti-américanisme, les études féministes, dans des revues comme *Women's Studies Quarterly*, *Nouvelles Questions Féministes* ou *Les Temps Modernes*.

Note

Une intervenante à la table ronde, Miriam Grossi, n'a pu nous faire parvenir sa communication écrite. Nous donnons ici un bref résumé de son intervention.

Miriam Grossi a présenté la revue brésilienne *Revista Estudos Feministas* dont elle était rédactrice en chef. Son exposé a fait le point sur l'ensemble de la presse universitaire féministe au Brésil. Elle a également souligné les rapports que les chercheuses brésiliennes entretiennent avec les publications de langue française et le rôle particulier qu'y joue la revue *Estudos Feministas*. En 1994, notamment, la revue a publié l'ensemble des contributions du colloque international "Formation, recherches et éditions féministes à l'Université – Brésil, France, Québec", tenu en juin 1994 à l'Université de Rio.

Résumé de la discussion

Ligia AMANCIO

J'aimerais seulement donner quelques renseignements très rapides sur le Portugal parce qu'on est très peu (une historienne qui devait participer à ce colloque et nous apporter des informations plus complètes n'a pu venir). Je voudrais dire deux choses. D'abord il existe au Portugal, depuis 95, un programme d'études sur les femmes ainsi appelé "Études Interdisciplinaires sur les femmes" à l'université de Lisbonne. Ce programme s'adresse à des étudiants de tous les domaines de licence, en particulier ceux de littérature et de sciences sociales qui veulent développer les recherches au niveau de leur évaluation. Ensuite, il existe une "Association portugaise d'études sur les femmes", qui a été fondé en 1991 et qui a finalement, après maintes luttes, réussi à faire une revue. Cette revue, qui existe maintenant depuis trois ou quatre ans, s'appelle "EXEAQUO". Son siège se trouve actuellement à l'université de Porto où enseigne l'actuelle présidente de l'association, qui est sociologue de l'éducation.

Dominique Fouzeyrollas et Huguette Dagenais remarquent, suite à l'intervention de Miriam Grossi, qu'alors que le colloque international tenu à Rio en 1994, "Formation, recherches et éditions féministes à l'Université – Brésil, France, Québec", a fait l'objet d'un numéro spécial de la revue *Estudos Feministas*, seul une sélection a pu être publiée dans les *Cahiers du CEDREF*. Elles insistent sur l'impossibilité, malgré leurs nombreuses démarches, de trouver le financement nécessaire à un coût de publication élevé, notamment à cause des traductions. Des financements comme ceux de la Fondation Ford que les Brésiliennes peuvent demander ne sont pas directement ouverts aux Canadiennes et aux Françaises et les agences de la francophonie n'ont jusqu'à maintenant témoigné qu'un soutien parcimonieux aux recherches féministes.

Ghais JASSER

Je fais partie de l'ancien comité de rédaction de "Nouvelles questions féministes". Je tiens à dire combien nous sommes ravies que la suite soit maintenant assurée. Christine Delphy s'est battue depuis les années 70 pour faire vivre la revue en ayant sans arrêt des problèmes financiers. Nous allions mettre la clé sous la porte quand cette formidable équipe suisse, supervisée par Patricia Roux, a pris la relève. Donc, nous sommes vraiment enchantées de cette coopération France/Suisse qui permet à la revue de ne pas disparaître. De cette possibilité de continuer, nous remercions l'équipe suisse.

Maria ALVES

Je suis doctorante. Je voudrais souligner l'importance qu'il y a à effectuer des traductions. Justement, je propose, pour celles qui le souhaiteraient, de faire la traduction du français vers l'anglais ou de l'anglais au français, à des prix très

raisonnables (on peut me joindre par mail). D'autre part, en tant que doctorante sur le genre au Portugal et en France, je voudrais dire qu'être ici et parler avec vous toutes, c'est quand même bien. On se dit "Tiens, il y a quand même espoir que nos articles, nos thèses...". Donc, je voudrais savoir concrètement si vous êtes ouvertes à des articles venant de jeunes chercheuses.

Hélène ROUCH

Les revues existantes font appel à communications et, autant que je sache, sont ouvertes aux doctorantes dont les propositions sont accueillies avec une attention particulière bien qu'elles soient soumises, comme celles des chercheuses confirmées, à un comité de lecture. Par ailleurs, la collection "Bibliothèque du féminisme" qui vient de publier un séminaire de doctorantes (*Dissemblances. Jeux et enjeux du genre*), édite également des thèses évidemment raccourcies et remaniées pour une publication destinée à un public plus large que les seules autorités académiques.

Danielle SÉNOTIER

Je suis secrétaire de rédaction des "Cahiers du Genre". Je ne vais pas présenter la revue parce que nous n'en avons pas le temps. Je voulais juste signaler que chaque numéro comporte un dossier thématique et un article hors champ. Nous faisons des traductions pour les articles, et ceci est surtout un appel à nos collègues africaines et brésiliennes. Nous aimerions ouvrir la revue à d'autres auteurs que ceux des pays européens et d'Amérique du Nord. De plus la revue publie des notes de lecture d'ouvrages de tous les pays. Nous avons aussi le projet d'un numéro thématique sur genre et colonisation. La revue est publiée chez l'Harmattan. Le travail avec l'Harmattan n'est pas toujours facile mais c'est quand même un éditeur qui publie énormément d'auteurs, notamment ceux des pays dits du Sud et qui a quand même une librairie assez bien achalandée de ce point de vue là.

Miriam GROSSI

C'est juste pour dire qu'au Brésil nous comptons faire des publications féministes d'une façon plus élargie au niveau international. À cet égard, il faut absolument penser à faire des échanges. Prenez contact avec nous pour cela: pour nous connaître et vous faire connaître, pas seulement pour les revues mais aussi au niveau des autres productions (par exemple entre autres choses, nous faisons des tee shirts).

Florence ROCHEFORT

Juste un mot pour dire que la solution pour les traductions peut être aussi collective. C'est à dire que je crois qu'il ne faut pas que ce problème reste à résoudre par chacune dans son coin: il faut pouvoir le penser à plusieurs, trouver des solutions à plusieurs, dans un fonctionnement où l'échange est essentiel.

Hélène ROUCH

Je voudrais juste ajouter deux remarques pour conclure une discussion dont je regrette qu'elle ait été si courte, vu l'importance des questions soulevées par les interventions. J'étais là, au colloque de 1982, comme certaines d'entre vous. Si ce colloque de 82 a entraîné une ouverture des universités et des centres de recherche aux questions féministes, cette ouverture s'est aussi manifestée pendant un temps dans les maisons d'édition. J'ose espérer que le colloque de 2002, qui a lieu à un moment favorable par rapport aux politiques sur l'égalité prônées par l'Europe et les organismes internationaux concernés, réitérera cette ouverture. Les problèmes de traduction restent essentiels, on (les éditeurs, les institutions...) ne cesse de nous dire qu'il n'y a pas d'argent; or, de l'argent, il y en a, mais il faut savoir à qui le demander et comment l'obtenir, et cela exige un temps, une énergie, un "professionnalisme" que, pour la plupart d'entre nous, nous n'avons pas. D'autre part, en France tout au moins, la génération du colloque de 82, celle qui actuellement assure la survie de l'édition féministe, ne maîtrise pas non plus assez les possibilités d'initiative et de diffusion éditoriales qu'offre le système Internet. Et je fais là un pressant appel à la nouvelle génération dont il dépend que continuent les recherches féministes et leur diffusion.

Dominique Fougeyrollas